



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Distribution limitée

SHS/2012/ME.2/H/6
Paris, 3 juin 2013
Original : anglais

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE**

**CINQUIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE
DES MINISTRES ET HAUTS FONCTIONNAIRES RESPONSABLES
DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE ET DU SPORT**

(MINEPS V)

Berlin, Allemagne, 29 – 30 mai 2013

RAPPORT FINAL

Table des matières

	Pages
Remerciements.....	2
RAPPORT GÉNÉRAL	
Présentation.....	3-5
Débat général.....	6-9
Clôture de MINEPS V.....	10-11
ANNEXES	
1. Déclaration de Berlin	
2. Ordre du jour	
3. Liste des participants	

REMERCIEMENTS

Le Secrétariat de l'UNESCO exprime sa gratitude au Ministère fédéral de l'intérieur allemand, et à la ville de Berlin, pour leur chaleureuse hospitalité et leur étroit partenariat dans l'organisation de la conférence MINEPS V. La planification irréprochable et les excellentes conditions de travail ont contribué de manière significative au bon déroulement de la Conférence et au succès de ses travaux de fond.

De même, il adresse ses remerciements à tous les partenaires de la Conférence et aux personnalités qui ont contribué au succès de MINEPS V. Sa reconnaissance va en particulier au Conseil international pour l'éducation physique et la science du sport (CIEPSS) pour son excellent travail de préparation et de gestion de la réunion, au Comité intergouvernemental pour l'éducation physique et le sport (CIGEPS) et à son Président, M. Arnaldo Fuxa, qui ont animé cette collaboration entre représentants des gouvernements et organisations de la société civile, et aux membres du Comité du Programme de MINEPS V et aux experts qui ont pris part à l'élaboration des contenus approuvés dans la Déclaration de Berlin, ainsi qu'aux nombreux participants qui ont inspiré les conclusions de la Conférence et demeureront les partenaires de la mise en œuvre des recommandations inscrites dans la Déclaration de Berlin.

La cinquième édition de MINEPS marque un jalon important dans le partenariat entre les États membres et les organisations actives dans le domaine du sport et de l'éducation physique. Sans cette étroite coopération, les défis de notre époque, identifiés à la fois pendant les travaux en plénière de la Conférence que dans la Déclaration de Berlin, ne seront pas relevés.

À cet égard, MINEPS représente un forum sans équivalent pour échanger expériences et bonnes pratiques, assurer la pertinence permanente des valeurs du sport pour l'épanouissement de l'être humain, et s'attaquer collectivement aux problèmes d'aujourd'hui dans ce domaine.

PRÉSENTATION

1. La cinquième Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport (MINEPS V) s'est tenue à Berlin (Allemagne) du 28 au 30 mai 2013 à l'aimable invitation du Ministère fédéral de l'intérieur allemand. Un Forum d'experts a été organisé le 27 mai 2013, afin que les précieux points de vue des organisations de la société civile puissent être pris en compte dans les débats en plénière.
2. Neuf ans après la tenue de MINEPS IV à Athènes (2004), MINEPS V avait pour objectif de remobiliser les États membres et les acteurs du sport autour d'un agenda commun en vue de relever les défis du monde d'aujourd'hui. Dans cet esprit, les discussions visaient à impulser l'élaboration des politiques et la pratique dans trois domaines thématiques :
 - **Commission I** : Accès au sport en tant que droit fondamental pour tous ;
 - **Commission II** : Promouvoir l'investissement dans les programmes d'éducation physique et de sport ;
 - **Commission III** : Préserver l'intégrité du sport.
3. Ces thèmes se rapportent au pouvoir du sport comme moteur de l'inclusion sociale, au bénéfice en particulier des femmes et des filles, et des personnes handicapées, à l'importante contribution de l'éducation physique et du sport au développement complet des individus et des sociétés, et au besoin vital de lutter contre les tendances négatives en matière de corruption dans les sports, s'agissant notamment des matchs truqués et de la fraude sportive dans le monde.
4. Pour bien faire ressortir le poids de ces trois enjeux, chacune des Commissions a formulé une série de recommandations concrètes, qui ont été annexées au document final. Les participants ont également prêté attention aux évolutions dans le domaine de la lutte contre le dopage depuis MINEPS IV, et l'adoption ultérieure, en octobre 2005, de la Convention internationale contre le dopage dans le sport.
5. Après que les membres du CIGEPS eurent adopté par consensus les sujets de discussion proposés pour la Conférence, le Conseil exécutif de l'UNESCO, par sa décision 189 EX/18, a approuvé la tenue de MINEPS V. En conséquence, la Directrice générale de l'Organisation a adressé des invitations officielles à tous les États membres, ainsi qu'aux organismes des Nations Unies, aux organisations internationales, aux institutions et aux fondations actives dans ce domaine. Au total, XXX États membres et XXX organisations de la société civile ont été ainsi représentés à Berlin. La mobilisation et l'engagement de l'éventail varié d'acteurs qui ont participé à l'établissement de l'ordre du jour de la Conférence et au processus de préparation de la réunion représentent en soi un aboutissement important. Cette large participation montre que le pouvoir et le potentiel du sport en tant que moyen de contribuer au développement socio-économique ainsi qu'à la définition de cadres éthiques sont aujourd'hui reconnus.
6. La Conférence a délibéré dans le cadre de trois commissions thématiques, dont les travaux ont été complétés par deux séances plénières, d'ouverture et de clôture. Tous les participants ont reconnu l'importance d'une stratégie internationale concertée, fondée sur des partenariats intersectoriels public-privé, en vue de résoudre les problèmes identifiés dans chaque commission thématique. À cet égard, la contribution du sport et de l'éducation physique à l'agenda post-2015 a été soulignée. L'attention a également été appelée sur la grande utilité de forums mondiaux tels que MINEPS V, et un certain nombre de délégués ont noté au cours des travaux qu'il était important de

convoquer cette conférence à intervalles plus fréquents.

7. La séance plénière d'ouverture a été marquée par plusieurs allocutions qui avaient pour objet de planter le décor et de souhaiter la bienvenue aux participants. L'ouverture de la session a été prononcée par la Directrice générale de l'UNESCO, Mme Irina Bokova, et la Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, Mme Angela Merkel. Le Maire de Berlin, M. Frank Henkel, s'est également adressé aux délégués à la Conférence. Plusieurs autres partenaires et organismes représentatifs de premier plan ont à leur tour pris la parole, dont le Conseiller spécial du Secrétaire général pour le sport au service du développement et de la paix (UNOSDP), la Directrice de la Direction générale de la démocratie du Conseil de l'Europe, le Président du Comité paralympique international (IPC), le Président du Comité olympique international (CIO)¹, le Président du CIGEPS et le Directeur général de Special Olympics.
8. Conformément au règlement intérieur de MINEPS V, et en vertu du Règlement de l'UNESCO relatif aux réunions de catégorie II, les arrangements ci-après ont été approuvés à la majorité simple des principaux participants :
 - **Adoption du Règlement intérieur** (point 2 de l'ordre du jour provisoire)
 - **Élection du Président**² (point 3 de l'ordre du jour provisoire)
Président : M. Friedrich Hans-Peter, Ministre fédéral de l'intérieur, Allemagne
 - **Élection de cinq Vice-Présidents** (point 4 de l'ordre du jour provisoire)
*Australie
Colombie
Égypte
Mozambique
Pologne*
 - **Élection du rapporteur de la Conférence** (point 4 de l'ordre du jour provisoire)
Rapporteur : M. David Mabumba, Vice-Ministre, Ministère de l'éducation, de la science, de la formation professionnelle et de l'éducation préscolaire, Zambie.
 - **Constitution du Groupe de rédaction**³ (point 4 de l'ordre du jour provisoire)
*Allemagne
Australie
Brésil
Égypte
Émirats Arabes Unies
France
Grèce
Mozambique
République démocratique du Congo
Zambie*
9. Pour chacune des commissions constituées par la Conférence, il a été désigné un président, choisi parmi les membres élus au Bureau et, pour le seconder, un expert invité chargé de présenter les résultats de chaque discussion thématique tenue par le

¹ Dans un message vidéo.

² Conformément à l'article 3 du Règlement intérieur adopté par la Conférence, le Bureau de la Conférence était constitué du Président, des Vice-Présidents et du Rapporteur.

³ Le Groupe de rédaction se composaient de représentants des Vice-Présidents du CIGEPS, ainsi que d'autres États membres intéressés. Il était assisté par l'ICSSPE et présidé par l'UNESCO.

Forum d'experts le jour précédent :

- Commission I : Accès au sport en tant que droit fondamental pour tous,
 - **Président** : M. Grzegorz Karpiński, Secrétaire d'État, Ministère des sports et du tourisme, Pologne
 - **Expert invité** : *Professeur Gudrun Doll-Tepper, Vice-Présidente, Confédération olympique et sportive allemande*

- Commission II: Promouvoir l'investissement dans les programmes d'éducation physique et de sport,
 - **Présidente** : Mme Ayat Abdel Mooty, Vice-Ministre des sports, Égypte
 - **Expert invité** : *Professeur Jean-Loup Chappelet, IDHEAP, Université de Lausanne, Suisse*

- Commission III : Préserver l'intégrité du sport.
 - **Président** : M. Andrés Botero Phillipsbourne, Directeur de COLDEPORTES, Colombie
 - **Expert invité** : *M. Chris Eaton, Directeur de Sport Integrity, ICSS, Qatar.*

DÉBAT GÉNÉRAL : POINTS SAILLANTS DES DISCUSSIONS

10. Les trois commissions thématiques ont tenu une discussion, précédée chacune d'un exposé liminaire, puis d'un rapport oral résumant les conclusions clés des débats qui avaient eu lieu au sein de la commission correspondante du Forum d'experts.
11. Ce qui suit est une synthèse des principales questions examinées par chaque commission et des conclusions clés.

Commission I : Accès au sport en tant que droit fondamental pour tous

12. Les principaux points du ressort de la Commission I avaient trait à l'accès et à la participation à l'éducation physique et au sport considérés comme un droit – sans considération du sexe, de l'origine ethnique, de l'âge, du handicap, du milieu socioéconomique ou de l'orientation sexuelle. La réflexion a été centrée sur l'élaboration de stratégies et de mécanismes de nature à améliorer l'accès des femmes et des filles, ainsi que des personnes handicapées. Les participants ont noté que ce droit à l'accès était énoncé dans la Charte internationale de l'éducation physique et du sport adoptée par l'UNESCO en 1978 et était aujourd'hui largement accepté, du moins en paroles. En effet, de nombreux représentants d'États membres ont souligné que la concrétisation de cette rhétorique dans des programmes ciblés se heurtait encore à d'importants obstacles au niveau des pays et, loin des regards, dans les politiques de gestion des grandes fédérations sportives. En somme, il existait encore dans toutes les régions des barrières sociales liées à la culture, aux stéréotypes et à la discrimination qui empêchaient la participation de tous sur un pied d'égalité et la possibilité d'exercer des responsabilités. Pour lever ces barrières, la reconnaissance du sport en tant que bien social et une volonté politique redoublée ont été jugées indispensables. La conviction du mouvement sportif à cet égard était, a-t-on souligné, également essentielle.
13. Au cours des débats, il est apparu que l'une des raisons majeures de l'incapacité de mettre en œuvre une politique inclusive était le manque d'expertise et de moyens techniques au niveau national. Un certain nombre d'États membres ont appelé l'UNESCO, les organisations sportives internationales et les pays ayant une expérience avérée en la matière à apporter une aide humaine et financière à ceux qui ne disposaient pas de ressources et de moyens techniques suffisants. À cet égard, il était essentiel de renforcer les mécanismes de partage des connaissances et l'échange des bonnes pratiques. Les délégués ont reconnu aussi l'importance des partenariats transfrontières, en particulier ceux qui renforçaient la coopération Sud-Sud, ainsi que la coopération Nord-Sud. Il a été fait plus particulièrement mention de la création de programmes de mentorat, des possibilités de formation continue et du renforcement inclusif des capacités nécessaires à l'exercice de responsabilités comme des moyens concrets de faire avancer l'agenda de l'inclusion.
14. En ce qui concerne les principes de l'égalité dans la gouvernance du sport, un certain nombre de délégués ont insisté sur le fait qu'il importait d'offrir aux femmes et aux personnes handicapées des possibilités de siéger dans les instances dirigeantes des organes de gouvernance du sport. Les progrès vers la réalisation de cet objectif pourraient être facilités par un élément décisif, annoncé pendant les travaux de la Commission I, à savoir que l'Observatoire pour les femmes, le sport et l'éducation physique, créé en Grèce sous l'égide de l'UNESCO, était désormais opérationnel et serait à même de contribuer à promouvoir l'égalité en collectant et diffusant des données pertinentes à des fins de plaidoyer et de recherche.
15. La mise en place d'une éducation physique inclusive de qualité, et sa reconnaissance comme une matière obligatoire ont également occupé une place importante dans les discussions de la Commission I. Malgré les progrès accomplis dans de nombreux États

membres, il restait beaucoup à faire. En conséquence, les délégués ont plaidé pour une approche redynamisée, au macroniveau comme au microniveau, et ils se sont félicités en particulier du projet de l'UNESCO visant à élaborer des indicateurs internationaux, des principes directeurs à l'adresse des pouvoirs publics et une boîte à outils du praticien dans ce domaine. Les principaux sujets de préoccupation concernaient le coût des investissements dans les équipements et la création d'espaces offrant des conditions de sécurité pour les cours d'éducation physique, ainsi que le renforcement des programmes de formation des enseignants. Là encore, les propositions avaient pour objet de relever ces défis en centrant pour l'essentiel les efforts sur l'échange de bonnes pratiques et l'établissement de partenariats intersectoriels. À cet égard, les participants ont encouragé la création de filières communautaires.

16. Tout au long des discussions thématiques, le consensus s'est fait sur le caractère indispensable de partenariats intersectoriels, à la fois au niveau des ministères, dans le cadre d'alliances public-privé, et entre les gouvernements et le mouvement sportif. Les participants au Forum d'experts et les délégations des États membres se sont accordés pour reconnaître que, sans un tel effort de coopération, ni la mise en œuvre des recommandations de MINEPS V ni une adhésion massive ne seraient pleinement possibles.

Commission II : Promouvoir l'investissement dans les programmes d'éducation physique et de sport

17. La Commission II avait deux objectifs distincts mais complémentaires. Ses travaux ont porté sur les retombées socioéconomiques du sport d'une part, et sur les questions qui avaient été identifiées au sujet des candidatures à l'organisation des grands événements sportifs et de l'accueil de ces événements d'autre part.
18. S'agissant du premier de ces aspects, comme de nombreux délégués l'ont souligné dans leur intervention au nom de leur pays, les investissements dans le sport produisaient des retombées multiples, concernant notamment le développement social durable, l'inclusion, le développement de la jeunesse, les approches novatrices de l'éducation et, partant, la réalisation des objectifs s'inscrivant dans le cadre de l'agenda pour le développement post-2015. De nombreux délégués ont noté que bien que ce fait soit clairement compris par certains acteurs, il ne trouvait pas toujours sa traduction dans la décentralisation des budgets nationaux et dans l'élaboration connexe de stratégies et plans d'action nationaux pour l'éducation physique et le sport.
19. Pour ce qui est des retombées socioéconomiques de l'investissement en général, on a relevé la commercialisation exponentiellement croissante du sport. Il a été fait observer que, malgré la crise économique mondiale, le secteur du sport demeurait prospère et générait environ 2% du PIB, et qu'il fallait en tirer un meilleur parti à travers des partenariats axés sur l'investissement public. De nombreux pays ont dit avoir investi dans les équipements sportifs nationaux, mais c'était de l'avis général un processus coûteux, compte tenu en particulier des autres priorités nationales. On a noté également que les pays qui n'investissaient pas savaient où il leur fallait investir mais ne pouvaient le faire faute de moyens financiers et humains. En particulier, plusieurs délégués ont plaidé pour l'adoption de stratégies nationales cohérentes de mise en œuvre des politiques et programmes d'éducation physique et de sport, et ont décrit dans le détail les avancées de leurs pays à cet égard. Dans ces interventions, les délégués ont appelé à l'élaboration d'outils et d'indices internationalement reconnus qui aident les gouvernements à se doter de stratégies efficaces. En conséquence, ils ont estimé que l'UNESCO et les autres partenaires coopérants devraient déterminer, de concert, les domaines financiers, politiques et techniques dans lesquels ils pourraient soutenir au mieux les gouvernements dans leurs investissements stratégiques et durables. Il conviendrait, a-t-on noté, de promouvoir en priorité le

partage des bonnes pratiques et des recherches, en particulier les études d'impact social et environnemental. En la matière, il a été reconnu que le CIGEPS pouvait servir de plaque tournante centralisant et diffusant cette information.

20. En ce qui concerne la soumission de candidatures à de grands événements sportifs et l'accueil de tels événements, un certain nombre de pays se sont déclarés préoccupés par les critères de plus en plus exigeants et l'augmentation des coûts qui en découlait. Les représentants des pays développés comme des pays en développement ont jugé que ces facteurs empêchaient et/ou décourageaient certains États membres d'accueillir ces événements. Et même si l'organisation d'un grand événement sportif pouvait avoir des effets à la fois tangibles et intangibles, que l'on pouvait qualifier de retombées à long terme, ce n'était pas automatiquement le cas, et elle devait donc reposer sur des stratégies ciblées, conformes aux priorités de développement.
21. La nécessité d'une analyse collective de l'impact socioéconomique des grands événements sportifs a été évoquée. Les pays ont également noté qu'une certaine forme de réglementation des moyens financiers investis dans le processus de préparation de ces événements était nécessaire. Cela a été reconnu en particulier après les interventions d'un certain nombre de pays décrivant les difficultés rencontrées pour pérenniser les équipements et installations une fois l'événement terminé. À cet égard, on a jugé important de s'attacher en priorité à assurer la durabilité de l'infrastructure, par la conception de stades polyvalents, aisément accessibles à des publics variés. Ce transfert des connaissances des précédents pays hôtes vers leurs successeurs, à travers des partenariats transnationaux, a été vigoureusement encouragé comme un moyen de réduire les dépenses et d'élargir les options à l'issue de l'événement. On a insisté également sur la nécessité de mieux associer les communautés locales à l'événement pour en assurer une plus large appropriation et favoriser les retombées sociales positives. En particulier, les pays ont mentionné l'importance de la consultation du public et de proposer à cet égard des opportunités de volontariat structurées.
22. En réponse à ces observations, et aux préoccupations exprimées par plusieurs délégations au sujet de l'escalade des coûts et des exigences auxquels il fallait satisfaire pour prétendre accueillir et organiser de grands événements sportifs, la délégation de l'Angola, mettant en avant le rôle de mobilisateur et de médiateur du savoir de l'UNESCO, a proposé une initiative concrète : la création, sous l'égide de l'Organisation, d'un groupe de travail de haut niveau chargé d'encourager les consultations entre les États membres et les entités internationales compétentes en matière de sport en vue de résoudre ces problèmes. Le rôle d'intermédiaire du CIGEPS et de son Conseil consultatif permanent a été considéré comme essentiel dans un tel processus. Les délégations du Brésil, de Cuba, du Mozambique et de la République démocratique du Congo ont appuyé cette suggestion.

Commission III : Préserver l'intégrité du sport

23. Un large consensus s'est dégagé, pendant les discussions en plénière comme dans les débats du Forum d'experts, sur le fait que l'intégrité du sport était menacée par la corruption sous ses formes multiples, la fraude sportive dans le monde, le trucage des matchs et la montée de la criminalité organisée internationale. Conscients que ces problèmes ne feraient que s'intensifier si l'on ne s'y attaquait pas, les participants ont appelé à un effort concerté des gouvernements, du mouvement sportif et des opérateurs de paris visant à rendre les réglementations plus strictes et à mettre sur pied une politique dans ce domaine. Concernant le leadership mondial, il a été reconnu que les menaces qui pesaient sur l'intégrité du sport avaient été clairement cernées dans la Déclaration de Berlin et que, de ce fait, MINEPS V avait facilité l'adoption, au niveau international, de limites claires à ne pas franchir pour que le sport demeure propre.

24. Le travail en cours au Conseil de l'Europe en vue de l'adoption d'une convention internationale contre la manipulation des compétitions sportives a retenu l'attention et l'intérêt des participants. De l'avis de ces derniers, ce pourrait être un important pas en avant vers l'établissement d'un cadre normatif international. À cet égard, les pays ont relevé l'importance de la formulation d'une politique dans ce domaine, s'agissant en particulier d'harmoniser les sanctions et de collaborer aux fins de poursuivre les auteurs d'infractions, par-delà les frontières nationales. Pour hâter une telle avancée, un certain nombre de délégués ont plaidé pour l'élaboration de stratégies de contrôle collectif et de partage de l'information, ainsi que pour la mise en place de mécanismes transfrontières permettant de cartographier les législations nationales.
25. Plusieurs pays ont appelé l'UNESCO à élaborer des principes directeurs à l'adresse des gouvernements dans ce domaine et à faciliter l'échange de bonnes pratiques pour renforcer les capacités nationales sur le plan des structures juridiques, de l'éducation, de la sensibilisation et de la dénonciation des pratiques frauduleuses. De plus amples recherches en la matière étaient nécessaires pour mieux comprendre les tendances, les risques et les mesures appliquées jusque-là. Un orateur a également souhaité l'adoption d'une résolution contraignante sur les matchs truqués qui serait intégrée dans les règlements des grandes organisations sportives telles que la FIFA et le CIO.
26. Sur la question des bonnes pratiques en matière d'intégrité du sport, la Convention internationale contre le dopage dans le sport adoptée par l'UNESCO à la suite de MINEPS IV et le Fonds créé en vertu de cet instrument⁴ ont été salués par tous. Un certain nombre de pays ont noté que des progrès significatifs avaient été faits, aux niveaux national et international, dans la lutte contre le dopage et le trafic des substances utilisées à cette fin, et ont estimé que l'expérience ainsi acquise pourrait éclairer les efforts pour combattre d'autres formes de corruption. Le rôle vigoureux joué par l'AMA dans ces progrès a également été souligné. Les délégués ont observé que les évolutions positives dans le domaine de la lutte contre le dopage avaient en grande partie été facilitées par le partage des bonnes pratiques, l'établissement de mécanismes et de cadres de renforcement des capacités et l'organisation de larges campagnes de sensibilisation appelant l'attention sur les dangers du dopage. Il était important de sensibiliser les esprits dès l'école. Pour mettre à profit les acquis obtenus jusque-là, il faudrait à l'avenir faire porter l'accent sur la collecte de renseignements et le travail d'enquête, ainsi que sur les tests, car c'est par de tels moyens qu'avaient été obtenus les résultats les plus décisifs et qu'il avait été possible d'engager des poursuites. Il serait procédé à un réalignement dans ce sens dans la version révisée du Code mondial Antidopage, qui serait disponible à partir de 2014. Toutefois, en dépit des progrès rapportés, les participants ont insisté sur le fait qu'il était encore nécessaire de renforcer considérablement les capacités, sur le plan en particulier de la construction de laboratoires d'essais et de la formation de fonctionnaires aux contrôles antidopage, ainsi que des coûts liés à de telles mesures.
27. Tous les échanges ont souligné l'importance de la transparence comme condition fondamentale d'une bonne gouvernance. De même, la lutte contre les pratiques corrompues nécessitait des efforts de collaboration entre ministères, ainsi qu'avec le mouvement sportif et l'industrie des paris. Il a également été demandé que l'UNESCO présente des informations sur l'état de mise en œuvre de toutes les recommandations qui seraient adoptées par MINEPS V de façon que les pays puissent mesurer les progrès accomplis.

⁴ Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport : <http://www.unesco.org/new/fr/social-and-human-sciences/themes/anti-doping/fund-for-the-elimination-of-doping-in-sport/>

CLÔTURE DE MINEPS V

28. Conformément au Règlement intérieur de MINEPS V, le Rapporteur de la Conférence a présenté un rapport oral rendant compte des débats, opinions et recommandations exposés ci-dessus. Un résumé des délibérations du Groupe de rédaction a également été présenté avant l'adoption de la « Déclaration de Berlin ». À cet égard, on a fait observer que le document final avait été élaboré en collaboration, avec le concours des représentants des gouvernements, des organismes experts et du mouvement sportif. De ce fait, un petit nombre seulement d'États membres avaient soumis des propositions d'amendements additionnelles pendant la Conférence, propositions dont le Groupe de rédaction avait tenu compte, ainsi que des projets d'amendements soumis par cinq États membres avant la tenue de la Conférence.
29. Il a été noté que la majorité des amendements proposés portaient sur les questions examinées par la Commission III. Dans ce cadre, la lutte contre le dopage a fait l'objet de plusieurs paragraphes additionnels, qui ont été inclus pour adoption dans la Déclaration. Dans presque tous les cas, le Groupe de rédaction a décidé à l'unanimité d'incorporer les amendements. Une proposition d'amendement précisant la gamme des avantages découlant de l'éducation physique et du sport a été mise aux voix, et des éclaircissements concernant certains termes utilisés dans le texte qui demandaient à être explicités plus avant ont été inclus dans la Déclaration. Des propositions émanant de deux États membres qui tendaient à affaiblir la formulation des engagements et recommandations des Ministres ont été unanimement rejetées par les membres du Groupe de rédaction. À cet égard, ce dernier a demandé que les raisons pour lesquelles certaines propositions d'amendements n'avaient pas été retenues figurent dans le Rapport final (voir ci-après).
30. Au sujet du paragraphe 10, d'aucuns se sont inquiétés que l'affirmation selon laquelle les grands événements sportifs produisent des retombées socioéconomiques n'était pas étayée par des preuves suffisantes. Ce paragraphe n'a pas été révisé faute d'un amendement concret et parce que la plupart des membres du Groupe de rédaction se sont accordés pour considérer que sa formulation était suffisamment prudente à l'égard de cette affirmation. Le Groupe de rédaction a rejeté par consensus une proposition qui avait pour effet d'affaiblir la reconnaissance du rôle unique de l'éducation physique pour les enfants et les jeunes, tel qu'énoncé au paragraphe 1.2. Il a été reconnu que le texte se référait à la déclaration de principe du CIEPSS, qui avait été entérinée par l'UNESCO, l'UNOSDP, le CIO et l'IPC, et que l'idée qui y était défendue, à savoir que l'éducation physique formelle était pour les enfants et les jeunes le moyen le plus efficace d'apprendre à vivre ensemble, était juste. Plusieurs propositions d'amendements avaient pour objet une référence erronée à un instrument normatif dans le paragraphe 1.14 de la Déclaration. Les membres du Groupe de rédaction sont convenus par consensus de simplifier ce paragraphe et de ne mentionner que deux conventions, dont la version la plus récente de la Convention relative aux droits de l'enfant. Des réserves ont été exprimées concernant l'utilisation de l'expression "spécificités culturelles" au paragraphe 1.25, ainsi que la référence directe aux femmes et aux filles qui était faite à cet égard. Bien que la plupart des membres du Groupe de rédaction n'aient pas partagé ces réserves, ce paragraphe a été révisé pour en tenir compte.
31. À la suite du rapport oral du Rapporteur de la Conférence, les délégués ont été invités à adopter la Déclaration de Berlin. Avant qu'ils le fassent, deux délégations ont demandé la parole pour proposer des amendements mineurs ayant pour objet l'insertion des mots ou expressions suivants : « *programmes* de l'enseignement primaire et secondaire » au paragraphe 1.15, « le rôle *et les capacités* des associations professionnelles nationales, régionales et locales » au paragraphe 2.24, et « des actions concertées, *y compris des normes nationales minimales* » au paragraphe 3.18. Ces propositions n'ont pu être retenues dans le texte final de la

Déclaration, car elles n'avaient pas été soumises selon la procédure établie pour l'amendement du texte de la Déclaration.

32. Après l'adoption de la « Déclaration de Berlin », plusieurs allocutions de clôture ont été prononcées, notamment par le Ministre fédéral de l'intérieur, M. Hans-Peter Friedrich, au nom du pays hôte, par la Présidente de la Conférence générale de l'UNESCO, Mme Katalin Bogyay et par la Sous-Directrice générale pour les sciences humaines et sociales, Mme Pilar Alvarez-Laso.



DÉCLARATION DE BERLIN

Les Ministres réunis à la 5^e Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport (MINEPS V), tenue à Berlin (28-30 mai 2013),

1. *Réaffirmant* les principes fondamentaux inscrits dans la Charte internationale de l'éducation physique et du sport de l'UNESCO et dans la Charte olympique ;
2. *Rappelant* la résolution 67/17, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 28 novembre 2012, qui reconnaît ce que le sport peut apporter à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, au développement durable et à la paix ;
3. *Ayant à l'esprit* les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, la Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement et la Convention internationale de l'UNESCO contre le dopage dans le sport ;
4. *Réaffirmant* que chaque individu doit avoir la possibilité d'accéder au sport et de participer au sport, en tant que droit fondamental sans considération de l'origine ethnique, du genre, de l'âge, du handicap, du milieu culturel et social, des ressources économiques, de l'identité de genre ou de l'orientation sexuelle ;
5. *Reconnaissant* le potentiel unique du sport comme facteur d'inclusion sociale ;
6. *Relevant* l'importance de la prévention et de la sensibilisation pour sauvegarder les valeurs intrinsèques du sport et promouvoir ses bénéfices socioéconomiques ;
7. *Soulignant* le rôle crucial d'une éducation et d'une formation continues de qualité pour les professeurs d'éducation physique et de sport et les entraîneurs ;

8. *Préoccupés* par l'incapacité de beaucoup de pays de combler l'écart entre les engagements figurant dans leur politique de l'éducation physique et du sport et leur réalisation ;
9. *Tenant compte* de la diversité des priorités et des objectifs qui déterminent les ressources allouées par les gouvernements à l'éducation physique et aux programmes sportifs ;
10. *Reconnaissant* que participer à de grands événements sportifs, soumissionner en vue de leur organisation et les accueillir sont des choix qui permettent de bénéficier de retombées socioéconomiques liées au sport ;
11. *Conscients* des dimensions commerciales et économiques du sport ;
12. *Appelant l'attention* sur le fait qu'une politique de l'éducation physique et du sport visant à produire un impact doit être élaborée par l'ensemble des parties prenantes, y compris les administrations nationales chargées du sport, de l'éducation, de la jeunesse et de la santé ; les organisations intergouvernementales et non gouvernementales ; les fédérations sportives et les athlètes ; ainsi que le secteur privé et les médias ;
13. *Conscients* que, du fait de l'implication de la criminalité organisée, le dopage dans le sport et la manipulation des compétitions sportives sont une menace non seulement pour le sport lui-même, mais aussi pour la société tout entière ;
14. *Affirmant* que diverses autorités et parties prenantes nationales et internationales doivent concerter leurs efforts pour combattre les menaces pesant sur l'intégrité du sport du fait du dopage, de la corruption et de la manipulation des manifestations sportives, et que les Ministres du sport jouent un rôle de leaders pour fédérer ces efforts ;
15. *Insistant* sur la nécessité de développer plus avant la recherche, l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles et le partage des connaissances aux niveaux national, régional et international ;

Proclament ce qui suit, sur la base d'une consultation menée à l'échelle mondiale des experts, du mouvement sportif et du Comité intergouvernemental pour l'éducation physique et le sport de l'UNESCO⁵ :

16. Nous appelons les États membres à redoubler d'efforts pour mettre en œuvre les accords et instruments internationaux existants, dans la mesure où ils se rapportent à l'éducation physique et au sport, appliquer les recommandations des précédentes conférences MINEPS, et à adhérer aux recommandations orientées vers l'action qui sont présentées dans l'**Annexe** ci-après.
17. Nous invitons la Directrice générale de l'UNESCO à présenter la Déclaration de Berlin à la Conférence générale de l'UNESCO à sa 37^e session, assortie

⁵ Prière de se reporter au glossaire des termes et expressions techniques utilisés dans la présente Déclaration.

de propositions de mesures de suivi et de contrôle concrètes, élaborées en collaboration avec le Comité intergouvernemental pour l'éducation physique et le sport (CIGEPS).

18. Nous demandons au CIGEPS d'inclure dans son programme de travail d'autres questions importantes concernant l'éducation physique et le sport sur lesquelles la présente session de la MINEPS n'a pu se pencher suffisamment, notamment les diverses manifestations de la violence qui sont liées au sport.
19. Nous invitons aussi la Directrice générale de l'UNESCO à envisager une révision de la Charte internationale de l'éducation physique et du sport de l'UNESCO, qui tienne compte de nos conclusions et recommandations.

Engagements et recommandations spécifiques**Commission I****Accès au sport en tant que droit fondamental pour tous**

- 1.1 *Appelant l'attention* sur le fait que l'éducation physique est pour les enfants un point d'entrée essentiel pour apprendre les compétences nécessaires dans la vie courante et acquérir l'habitude de participer à des activités physiques tout au long de la vie et les comportements caractéristiques d'un style de vie sain ;
- 1.2 *Notant* que l'éducation physique à l'école et dans tout autre établissement éducatif est le moyen le plus efficace de faire acquérir à tous les enfants et à tous les jeunes les compétences, les attitudes, les valeurs, les connaissances et les idées nécessaires à la participation à la vie sociale tout au long de la vie ;
- 1.3 *Soulignant* la nécessité d'assurer la protection de l'enfant dans tous les programmes d'éducation physique et de sport ;
- 1.4 *Reconnaissant* qu'un environnement inclusif d'où la violence, le harcèlement sexuel, le racisme et les autres formes de discrimination sont bannis est essentiel pour une éducation physique et un sport de qualité ;
- 1.5 *Soulignant* que les sports et jeux traditionnels, en tant qu'éléments du patrimoine immatériel et qu'expression de la diversité culturelle de nos sociétés, offrent des possibilités de participation accrue au sport et par le sport ;
- 1.6 *Insistant* sur l'importance de l'intégration du genre qui est guidée par les concepts de diversité, de liberté de choix et d'autonomisation, lorsque sont entrepris des efforts en vue d'accroître la participation au sport et par le sport ;
- 1.7 *Soulignant* que la participation au sport et par le sport nécessite aussi l'inclusion des femmes dans les organisations sportives et les postes de décision ;
- 1.8 *Rappelant* le changement de paradigme dans les politiques concernant les personnes handicapées, où l'approche axée sur les déficits fait place à une approche fondée sur les points forts, et où un modèle social se substitue à un modèle médical ;
- 1.9 *Soulignant* le rôle important de l'éducation, de la sensibilisation et des médias dans la promotion des athlètes handicapés comme modèles à suivre ;
- 1.10 *Conscients* que, dans beaucoup de pays, l'éducation physique et le sport n'offrent pas aux filles et aux enfants handicapés une chance qui influe positivement sur leurs comportements sportifs tout au long de leur vie et que, dans bon nombre de pays, les femmes et les filles handicapées se heurtent à de multiples barrières limitant leur accès au sport ;
- 1.11 *Observant* les inégalités persistantes dans la participation au sport, qui sont le reflet de la distribution inégale de l'éducation, de la santé et de la richesse, et sont révélatrices d'obstacles à la mise en œuvre d'une politique inclusive de l'éducation

physique et du sport, tels que les insuffisances de l'infrastructure et les coûts prohibitifs ;

- 1.12 *Appelant l'attention* sur le fait que la participation au sport résulte de multiples facteurs touchant la personne et l'environnement, y compris les croyances culturelles, les stéréotypes, la stigmatisation et la discrimination ;

Nous, les Ministres, sommes résolus à :

- 1.13 *Faire porter l'accent* sur l'inclusion des filles et des femmes, des personnes handicapées et des groupes socialement exclus dans l'élaboration de notre politique nationale de l'éducation physique, du sport pour tous et du sport de haut niveau ;
- 1.14 *Assurer* l'accès à des activités d'éducation physique conformément aux conventions des Nations Unies relatives aux droits de l'enfant et aux droits des personnes handicapées ;
- 1.15 *Faire en sorte* que des cours d'éducation physique inclusifs et de qualité soient dispensés, de préférence quotidiennement, en tant que matière obligatoire de l'enseignement primaire et secondaire, et que le sport et l'exercice physique fassent partie intégrante de la vie quotidienne des enfants et des jeunes à l'école et dans tout autre établissement éducatif ;
- 1.16 *Renforcer* la coopération entre les gouvernements, les organisations sportives et les écoles en vue d'améliorer les conditions dans lesquelles le sport se pratique à l'école, y compris les installations et équipements sportifs, ainsi que l'offre d'enseignants et d'entraîneurs qualifiés ;
- 1.17 *Promouvoir* le rôle important des activités sportives périscolaires inclusives dans le développement de la petite enfance et l'éducation des enfants et des jeunes ;
- 1.18 *Offrir* des possibilités de pratiquer les sports et jeux traditionnels, en tant que vecteurs d'une plus large inclusion.

Nous, les Ministres, appelons toutes les parties prenantes à :

- 1.19 *Utiliser* le potentiel du sport en matière de volontariat pour renforcer le large ancrage du sport à l'école et dans tout autre établissement éducatif ;
- 1.20 *Réexaminer* la gouvernance du sport pour prendre en compte les critères relatifs à l'inclusion et garantir des chances égales de participer au sport et par le sport à tous les niveaux ;
- 1.21 *Engager* les organisations de la société civile et les chercheurs à produire une analyse systématique des synergies entre les politiques d'inclusion et les procédures et pratiques de gouvernance du sport ;
- 1.22 *Offrir* à l'école et dans tout autre établissement éducatif un environnement sûr et accessible pour l'éducation physique et les activités sportives périscolaires, dans

lequel l'existence de toute forme de discrimination, y compris le harcèlement sexuel, est reconnue et sanctionnée en conséquence ;

- 1.23 *S'engager* à réduire les obstacles liés aux attitudes et d'ordre social et physique et à promouvoir l'inclusion en faisant mieux prendre conscience des droits et des capacités de tous les enfants et adolescents à travers l'éducation et les médias, en s'attaquant aux stéréotypes et en partageant les exemples positifs ;
- 1.24 *Développer* la formation des enseignants, instructeurs et entraîneurs en vue de l'application de programmes d'activités physiques inclusifs et adaptés, y compris en offrant des possibilités de formation et d'emploi aux personnes handicapées, ainsi qu'un soutien additionnel aux personnes ayant des besoins spéciaux ;
- 1.25 *Offrir*, dans le respect des législations nationales, des installations et des équipements appropriés ainsi que des possibilités d'opter pour des tenues adaptées aux capacités comme aux spécificités culturelles, en particulier pour les femmes et les filles ;
- 1.26 *Créer* des conditions d'organisation propres à accroître la présence des femmes au sein des organismes sportifs et aux postes de décision, y compris, entre autres,
- (a) des financements liés à l'obtention de résultats en faveur des femmes ;
 - (b) des programmes de mentorat et des mesures d'incitation telles que prix destinés à promouvoir les principes d'intégration du genre et de la gestion de la diversité ;
- 1.27 *Développer* les initiatives d'éducation et de sensibilisation qui facilitent et prennent dûment en compte l'inclusion et la diversité, telles que :
- (a) encourager les médias à s'intéresser aux femmes et aux filles, aux personnes handicapées et aux groupes socialement exclus et à en parler, sur un pied d'égalité avec tous les autres membres de la société ;
 - (b) s'inspirer des exemples de bonne pratique donnés par les grands événements sportifs et les campagnes nationales dans les médias concernant la participation des femmes athlètes et des athlètes handicapés, ainsi que les règles d'inclusion tolérantes ;
- 1.28 *Intégrer* les considérations suivantes dans les plans d'action nationaux :
- a) financements liés à l'obtention de résultats en faveur des personnes handicapées et des personnes appartenant à des groupes exclus ;
 - b) formation professionnelle des enseignants, des entraîneurs et des dirigeants sportifs selon des programmes d'étude uniformisés et des cours sanctionnés par un certificat ;
 - c) équipements appropriés et en quantité adéquate au regard des règles de sécurité ;
 - d) nombre adéquat d'auxiliaires et de volontaires ;

- e) accessibilité des installations sportives, y compris information dans une langue simple ou en braille ; il conviendrait d'assurer des services d'interprétation en langue des signes ;
- f) possibilités de transport accessibles et d'un coût abordable à destination et en provenance des sites d'activités sportives ;

1.29 *Envisager l'opportunité de compétitions sportives inclusives.*

Commission II

Promouvoir l'investissement dans les programmes d'éducation physique et de sport

- 2.1 *Conscients* que les niveaux croissants d'inactivité physique dans beaucoup de pays ont des incidences majeures sur la prévalence des maladies non transmissibles et la santé générale de la population du globe ;
- 2.2 *Soulignant* qu'une vision stratégique nationale du sport est une condition préalable pour équilibrer et optimiser l'impact des options et des priorités de la politique nationale du sport ;
- 2.3 *Notant* qu'investir de manière soutenue dans une éducation physique de qualité n'est pas une option parmi d'autres politiques possibles, mais un élément fondamental de la philosophie du sport de chaque pays et que les budgets alloués ne doivent pas être réaffectés au détriment des programmes publics d'éducation physique ;
- 2.4 *Insistant* sur le fait que les données scientifiques, les instruments stratégiques et les mécanismes d'assurance qualité accroissent l'efficacité et la durabilité des politiques de l'éducation physique et du sport ;
- 2.5 *Reconnaissant* la possibilité de mobiliser les enfants et les jeunes par des programmes sportifs ciblés conçus pour promouvoir les valeurs humaines et les comportements positifs et pour contribuer à réduire, entre autres, les styles de vie sédentaires, le crime, la violence, l'usage des drogues, l'infection par le VIH/SIDA et les grossesses précoces ;
- 2.6 *Soulignant* l'importance et les contributions positives des volontaires et de la société civile aux systèmes sportifs et aux participants au sport ;
- 2.7 *Prenant acte* de l'importance croissante de l'industrie du sport et de son rôle dans le développement économique ;
- 2.8 *Notant* l'utilité grandissante du soutien apporté par le secteur privé à l'éducation physique et au sport ;
- 2.9 *Reconnaissant* l'intérêt que le public porte aux grands événements sportifs ;
- 2.10 *Sachant* que les grands événements sportifs exigent qu'il soit satisfait à des impératifs financiers, techniques et politiques toujours plus élevés, qui peuvent dissuader de soumissionner pour des grands événements sportifs et risquent d'empêcher certains pays de soumissionner pour de tels événements ou de les accueillir ;
- 2.11 *Prenant note* des données qui montrent que le fait d'accueillir de grands événements sportifs peut avoir des avantages tangibles et intangibles pour la société du pays hôte et pour l'économie dans son ensemble ;
- 2.12 *Reconnaissant* qu'il importe d'anticiper l'impact socioéconomique durable des grands événements sportifs pour différents groupes bénéficiaires au sein du pays hôte, y compris les habitants locaux ;

- 2.13 *Soulignant* qu'il importe de renforcer les effets positifs des grands événements sportifs en matière de participation au sport et par le sport, en créant de nouveaux programmes sportifs et en offrant des installations sportives nouvelles et/ou améliorées ;
- 2.14 *Reconnaissant* que, lors de l'accueil d'un grand événement sportif, il importe que les dimensions sociales, économiques, culturelles et environnementales de la durabilité soient prises en considération par toutes les parties intéressées, y compris les populations locales ;
- 2.15 *Prenant acte* des données qui montrent que de nombreux stades surdimensionnés ne sont pas financièrement viables une fois l'événement terminé (tout en générant des coûts de maintenance) ;
- 2.16 *Notant* la tendance croissante à lancer des appels d'offres concurrentiels et la « surenchère » des pays souhaitant accueillir de grands événements sportifs, qui sont prêts à supporter des coûts plus élevés que nécessaire pour l'emporter sur leurs concurrents, et l'escalade correspondante des coûts d'accueil, lesquels sont fréquemment sous-estimés dans les études préalables ;
- 2.17 *Reconnaissant* que le soutien politique et financier du secteur public, et sa mobilisation à un stade précoce, sont des conditions essentielles de l'organisation d'un grand événement sportif, dans la phase de l'appel d'offres ;
- 2.18 *Reconnaissant* que la participation au processus d'appel d'offres en vue d'accueillir un grand événement sportif et la publicité internationale qui en résulte peuvent avoir un effet de catalyseur facilitant un développement national durable, une meilleure coopération entre différents groupes et le renforcement de l'identité ;
- 2.19 *Soulignant* l'importance d'une participation transparente de la communauté au processus de candidature et de mise en œuvre en vue d'un grand événement sportif afin d'éviter les modifications indésirables de l'environnement dans lequel vivent les habitants locaux, notamment le déplacement des populations locales, auxquelles viennent ensuite se substituer des couches plus aisées ;

Nous, les Ministres, sommes résolus à :

- 2.20 *Élaborer* des politiques nationales du sport, de l'éducation, de la santé et de la jeunesse en accord avec les données scientifiques relatives aux avantages socioéconomiques de l'éducation physique et du sport, et à partager en conséquence les bonnes pratiques entre pays ;
- 2.21 *Envisager* le financement de l'éducation physique et des programmes sportifs comme un investissement sûr qui aura des retombées socioéconomiques positives ;
- 2.22 *Investir* dans le développement communautaire et l'accessibilité de l'infrastructure afin d'encourager l'activité physique ;
- 2.23 *Soutenir* l'établissement d'alliances associant toutes les parties prenantes, y compris les pouvoirs publics, les urbanistes, les parents, les enseignants, les organisations sportives et culturelles, les entraîneurs et les athlètes en vue de

définir une vision nationale et des priorités pour l'éducation physique et les programmes et politiques sportifs ;

- 2.24 *Renforcer* le rôle des associations professionnelles nationales, régionales et locales dans l'exécution et l'assurance qualité des programmes d'éducation physique et de sport ;
- 2.25 *Veiller* à l'élaboration d'une politique d'ensemble en matière d'infrastructure sportive, mettant en œuvre l'assurance qualité dans le domaine de l'éducation physique et du sport ;
- 2.26 *Soutenir* et faire avancer le travail mené par l'OMS, et par d'autres entités des Nations Unies, sur l'importance de l'activité physique, notamment pour la prévention des maladies non transmissibles ;
- 2.27 *Considérer* les grands événements sportifs comme un élément à part entière de la planification nationale de l'éducation physique et du sport, en veillant à ce que d'autres programmes ne souffrent pas des transferts budgétaires en faveur de l'organisation de grands événements sportifs ou du sport de haut niveau ;
- 2.28 *S'attacher*, lors de l'accueil de grands événements sportifs, à assurer la durabilité des équipements sportifs pour l'éducation physique, le sport pour tous, le sport de haut niveau et autres activités communautaires, de manière que toutes les parties prenantes puissent participer à de tels événements et en bénéficier ;
- 2.29 *Concevoir* une politique cohérente précisant les conditions de la planification et de la mise en œuvre des grands et méga-événements sportifs, ainsi que de la participation aux procédures d'appel d'offres en la matière.

Nous, les Ministres, appelons toutes les parties prenantes à :

- 2.30 *Soutenir* l'élaboration de méthodologies communes en vue de mesurer l'impact socioéconomique de l'éducation physique et du sport, par exemple en créant des comptes satellites pour le sport ;
- 2.31 *Partager* des données comparables sur les avantages socioéconomiques de l'éducation physique et du sport, ainsi que sur les bonnes pratiques en matière d'éducation physique et de programmes sportifs qui ont fait leurs preuves ;
- 2.32 *Concevoir* les programmes sportifs avec prudence afin d'obtenir les résultats souhaités et d'éviter que des programmes de qualité médiocre aient des effets plus préjudiciables que bénéfiques pour les participants ;
- 2.33 *Améliorer* la formation initiale et le perfectionnement professionnel des enseignants chargés de dispenser les cours d'éducation physique ;
- 2.34 *Favoriser* la création de diverses perspectives de carrière dans le domaine de l'éducation physique et du sport ;
- 2.35 *Soutenir* le transfert de savoir-faire en vue de la production locale de matériel et équipement d'éducation physique et de sport ;

- 2.36 *Mettre à profit* les grands événements sportifs comme des plates-formes de sensibilisation aux questions de société et des occasions d'échanges culturels ;
- 2.37 *Intégrer* en toute transparence la participation aux grands événements sportifs, les soumissions en vue de tels événements et l'accueil de ces événements dans les plans nationaux de développement du sport, de telle sorte que ces événements aient pour effet de promouvoir les programmes d'éducation physique et de sport pour tous et n'entraînent pas de réductions des dépenses publiques consacrées à de tels programmes ;
- 2.38 *S'engager* à faire en sorte que toutes les parties au processus d'appel d'offres en vue de l'organisation d'un grand événement sportif et d'accueil de cet événement respectent un code de conduite volontaire ;
- 2.39 *Veiller* à ce que les investissements dans l'infrastructure et les installations destinées à de grands événements sportifs satisfassent aux impératifs sociaux, économiques, culturels et environnementaux, notamment en réutilisant les installations existantes, en concevant les sites nouveaux de telle façon qu'il soit facile de les démanteler totalement ou en partie, et en utilisant des installations temporaires ;
- 2.40 *Assurer* un transfert de connaissances efficaces entre le précédent pays hôte et son successeur potentiel en ce qui concerne les opportunités et les risques liés à l'accueil de grands événements sportifs ;
- 2.41 *Envisager* des compétitions de taille plus modeste et l'accueil partagé de grands événements sportifs par plusieurs villes ou nations ;
- 2.42 *Soutenir* la préparation des grands événements sportifs et la participation à ces événements par des équipes des pays les moins avancés ;
- 2.43 *Publier*, pour plus de transparence, une liste de critères déterminants, applicables par toutes les organisations sportives internationales, aux fins de la désignation du pays ou de la ville chargé d'accueillir une grande manifestation sportive ;
- 2.44 *Entreprendre* de plus amples recherches scientifiques, dont des études sur les suites à long terme des événements, ainsi que des études sur la mesure des effets intangibles et l'adoption d'une méthode d'analyse des coûts et avantages uniforme à l'échelle internationale.

Nous, les Ministres, appelons les dépositaires d'événements sportifs à :

- 2.45 *Déterminer* les domaines dans lesquels il serait possible de réduire les impératifs financiers, techniques et politiques pour les grands événements sportifs afin d'encourager les pays à soumissionner et de permettre à un plus grand nombre de pays d'accueillir de tels événements sans compromettre leurs priorités nationales et leurs objectifs en matière de durabilité ;
- 2.46 *Garantir* un processus ouvert, inclusif et transparent pour les appels d'offres en vue de l'accueil de ces événements de façon à renforcer les obligations redditionnelles de tous les acteurs concernés ;

- 2.47 *Donner la priorité*, à travers le cahier des charges imposé aux soumissionnaires pour les grands événements sportifs, à tous les aspects de la durabilité et de l'accessibilité tout au long de la planification et de l'organisation de tels événements ;
- 2.48 *Assurer* aux pays organisant un grand événement sportif des possibilités accrues d'en recueillir les bénéfices socioéconomiques, notamment en envisageant les mesures suivantes :
- (a) plafonner les coûts dans les appels d'offres ;
 - (b) limiter les capacités d'accueil des installations nouvelles ;
 - (c) s'assurer que les obligations financières du pays hôte, notamment sur le plan des garanties financières, des investissements et des risques, sont limitées et n'ont pas d'effets négatifs sur le développement économique de ce pays et de la ville d'accueil ;
 - (d) publier des critères obligatoires concernant l'attribution de l'organisation de grands événements sportifs par toutes les organisations sportives internationales, afin d'améliorer la transparence ;
 - (e) donner la priorité, dans l'évaluation des soumissions, aux plans des candidats visant à atténuer les impacts négatifs sur l'environnement, à éviter les coûts postérieurs, et à promouvoir le développement social.

Commission III

Préserver l'intégrité du sport

- 3.1 *Reconnaissant* que le prestige global du sport dépend avant tout du respect de valeurs fondamentales telles que le fair-play, la réussite due au mérite et le caractère incertain des résultats des compétitions ;
- 3.2 *Réaffirmant* que les pouvoirs publics ont aussi la responsabilité de promouvoir les valeurs du sport dans le cadre de la réalisation des bénéfices du sport et de leur redistribution aux individus et aux communautés ;
- 3.3 *Notant* que l'autonomie du mouvement sportif est étroitement liée à sa responsabilité première concernant l'intégrité du sport et l'observation des normes et principes généraux internationaux de bonne gouvernance ;
- 3.4 *Reconnaissant* que le mouvement sportif ne peut à lui seul réussir à prévenir le dopage dans le sport et la manipulation des compétitions sportives, en particulier en cas de liens avec la corruption et la criminalité organisée ;
- 3.5 *Reconnaissant* que l'intégrité du sport est menacée par le dopage dans le sport, la manipulation des compétitions sportives et les pratiques corrompues aux niveaux local, national, régional et international ;
- 3.6 *Soulignant* que les efforts pour protéger l'intégrité du sport aboutiront s'ils sont partagés par l'ensemble du mouvement sportif, les gouvernements, les autorités chargées de faire respecter la loi, les opérateurs de paris et autres entreprises apparentées, les médias, les athlètes et leur proche entourage, et la société tout entière ;
- 3.7 *Conscients* que, de par sa nature transfrontières, la manipulation des compétitions sportives appelle une réponse coordonnée à l'échelle mondiale ;
- 3.8 *Reconnaissant* le travail déjà accompli par de nombreux acteurs, notamment les gouvernements nationaux, les agences nationales antidopage, les Nations Unies, le Conseil de l'Europe, l'Union européenne, Interpol, Europol, l'Agence mondiale antidopage (AMA), le CIO, SportAccord, les fédérations sportives internationales et nationales, ainsi que les efforts déjà entrepris à de nombreux niveaux pour améliorer la transparence, détecter et combattre les irrégularités, protéger les athlètes, préparer les jeunes, et promouvoir une culture du sport propre et loyal ;
- 3.9 *Conscients* que la manipulation des compétitions sportives, combinée aux paris, est un instrument et une importante source de revenus de la criminalité organisée ;
- 3.10 *Soulignant* que la manipulation des compétitions sportives, y compris par le dopage, la consommation de substances améliorant les performances, la fraude sur l'âge ou par d'autres moyens, est un problème mondial, affectant de nombreux pays et les compétitions sportives de tous niveaux, qu'il importe de combattre immédiatement en lui consacrant des efforts importants ;
- 3.11 *Convaincus* qu'une meilleure gouvernance et la présence au sein du mouvement sportif de divers modèles offrant un exemple fort peuvent contribuer à créer un

environnement dans lequel la manipulation des compétitions sportives est improbable et où la valeur sociale du sport est pleinement réalisée ;

- 3.12 *Reconnaissant* qu'il existe différents systèmes de paris dans les États membres ;
- 3.13 *Préoccupés* par le développement rapide de paris sportifs non réglementés, en particulier sur l'Internet, et par la réglementation insuffisante des marchés des paris qui attire les groupes criminels organisés ;
- 3.14 *Comprenant* que les opérateurs de paris légaux dépendent de l'intégrité du sport, ont un intérêt dans l'intégrité du marché des paris et partagent la responsabilité de cette intégrité ;
- 3.15 *Reconnaissant* que des mesures efficaces et coordonnées visant à combattre la participation de la criminalité transnationale organisée à la manipulation des compétitions sportives doivent avoir notamment pour objet de prévenir et combattre tout à la fois le blanchiment d'argent et la corruption, conformément aux obligations énoncées dans les instruments internationaux pertinents, en particulier la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et la Convention des Nations Unies contre la corruption ;
- 3.16 *Insistant* sur le fait que préserver l'intégrité du sport nécessite des ressources suffisantes (ressources financières et humaines, par exemple) pour assurer l'efficacité des structures chargées de lutter contre le dopage, la corruption et la manipulation des compétitions sportives, avec pour objectif d'offrir des chances globales égales à tous les acteurs sportifs participant aux compétitions ;

Nous, les Ministres, sommes résolus à :

- 3.17 *Faire preuve* de leadership en évaluant la nature et la portée des menaces qui pèsent sur l'intégrité du sport et en élaborant une politique et des structures appropriées pour faire face à ces menaces aux niveaux national, régional et international ;
- 3.18 *Coordonner*, conformément au droit national et international, notre approche de la lutte contre la manipulation des compétitions sportives, par le partage des exemples de bonnes pratiques, la communication et des actions concertées ;
- 3.19 *Assurer* conformément au droit national et international un échange d'informations fondé sur la collaboration, continu, effectif et dynamique entre tous les groupes de parties prenantes dans la lutte contre la manipulation des compétitions sportives afin de garantir l'intégrité du sport ;
- 3.20 *Promouvoir* et soutenir les mesures de prévention et de bonne gouvernance prises par le mouvement sportif ;
- 3.21 *Mieux sensibiliser* le public aux risques que représentent le dopage et la corruption dans le sport, ainsi que la manipulation des compétitions sportives ;
- 3.22 *Promouvoir* la recherche interdisciplinaire sur la manipulation des compétitions sportives, en particulier dans les domaines de la criminologie, des sciences du sport, de l'éthique, de l'économie et du droit, et *utiliser* les résultats des travaux

scientifiques à des fins de consultation politique, d'éducation préventive et de sensibilisation du public ;

- 3.23 *Examiner* la possibilité de créer, au niveau national, des organisations indépendantes de contrôle de l'intégrité, et d'encourager les efforts internationaux coordonnés visant à suivre et résoudre les problèmes concernant la corruption.

Nous appelons les États membres de l'UNESCO, conformément au droit national et international, à :

- 3.24 *S'engager* à attacher l'importance voulue aux enquêtes dont font l'objet les activités criminelles menées dans le domaine du sport, ainsi qu'à financer ces enquêtes ;
- 3.25 *Faire en sorte* que les autorités de police et les instances judiciaires aient les capacités opérationnelles requises pour lutter contre la manipulation des compétitions sportives ;
- 3.26 *Envisager* l'institution de sanctions pénales qui auraient un effet de dissuasion contre la manipulation des compétitions sportives et contre le dopage dans le sport ;
- 3.27 *Examiner de manière approfondie* tous les cas suspects à l'aide de moyens techniques appropriés, tels que systèmes de contrôle des paris, visualisation en direct par circuit télévisé et enregistrements vidéo ;
- 3.28 *S'assurer* que les enquêtes ne visent pas seulement les manipulateurs potentiels qui agissent en coulisse, mais aussi les athlètes et leur entourage, les agents sportifs, les entraîneurs, les arbitres, les représentants des associations/clubs et fédérations sportifs, y compris leurs responsables, leurs gestionnaires et leurs employés ;
- 3.29 *Créer* des organes de réglementation des paris qui coopèrent efficacement avec les autorités de police et les organisations sportives en vue d'échanger des informations et de dispenser une éducation préventive ;
- 3.30 *Développer* la coopération à l'échelon national et international entre les autorités de police et les organes de réglementation des paris aux fins de lutter contre la manipulation des compétitions sportives (entraide judiciaire ou équipes spéciales conjointes, par exemple) en y associant le mouvement sportif et les opérateurs de paris ;
- 3.31 *Explorer* la faisabilité de la création d'un service du ministère public spécialisé dans les infractions liées au sport ;
- 3.32 *Soutenir* les activités du Conseil de l'Europe visant à élaborer une éventuelle Convention internationale contre la manipulation des compétitions sportives ;
- 3.33 *Encourager* les États membres qui ne sont pas encore parties à la Convention internationale de l'UNESCO contre le dopage dans le sport à la ratifier et les États membres qui sont parties à la Convention à mettre en œuvre autant que possible des mesures conformes à la Convention pour contribuer à la lutte contre le dopage ;

- 3.34 *Reconnaître* l'action de l'AMA en matière d'établissement et de gestion d'un cadre mondial de dispositifs antidopage internationalement harmonisés ;
- 3.35 *Entériner* le rôle réglementaire et les autres rôles que joue l'AMA dans la conduite de la lutte contre le dopage dans le sport ;
- 3.36 *Reconnaître* l'importance des enquêtes et du renseignement en tant qu'instruments essentiels de la lutte contre le dopage.

Nous, les Ministres, appelons toutes les parties prenantes à :

- 3.37 *Collaborer* aux fins de la détection précoce des manipulations en mettant au point des mesures préventives et des méthodes de suivi conformément au droit national et international ;
- 3.38 *Etablir et entretenir*, conformément au droit national et international, une communication et une coopération continues avec les gouvernements et les autorités de police dans la lutte contre le dopage, la corruption dans le sport et la manipulation des compétitions sportives.

Nous, les Ministres, appelons le mouvement sportif à :

- 3.39 *Établir* des structures de prise de décision transparentes et démocratiques ou renforcer celles qui existent déjà afin de promouvoir l'intégrité, la redevabilité, l'égalité de traitement et la durabilité ;
- 3.40 *Instituer* une politique de tolérance zéro cohérente et rigoureuse, en particulier à l'égard du dopage et de la manipulation des compétitions sportives, ainsi qu'un règlement disciplinaire efficace et prévoyant des sanctions proportionnées ;
- 3.41 *Appliquer* des mesures de prévention contre la manipulation des compétitions sportives, comprenant :
 - (a) des programmes éducatifs détaillés, en particulier des cours de formation face-à-face destinés aux athlètes, auxquels participeraient aussi leur proche entourage, les agents sportifs, les entraîneurs, les arbitres et les représentants des associations/clubs et fédérations sportifs ;
 - (b) la nomination de médiateurs, respectés par les groupes cibles concernés, ainsi que d'officiers chargés du contrôle de l'intégrité aux niveaux national et international ;
 - (c) des codes de conduite obligatoires, prônant le fair-play et des normes éthiques (interdiction, par exemple, de parier dans sa propre discipline sportive ou de livrer des informations internes) ;
 - (d) des mesures d'amnistie ou des mesures incitatives pour les personnes qui aident à déclencher une action en justice ou des poursuites ;

- (e) des systèmes adéquats pour encourager le partage de l'information et protéger ceux qui dénoncent des irrégularités, et pour gérer les informations suspectes de manière à donner la priorité à la prévention ;
- (f) des mécanismes de revisionnage et de réexamen immédiats, et des systèmes de notation transparents pour les disciplines sportives où sont pratiqués des systèmes de jugement par points ;
- (g) des politiques strictes concernant les calendriers de désignation des arbitres et les relations entre arbitres et athlètes avant les compétitions ;
- (h) des accords sur l'intégrité avec les opérateurs de paris légaux, donnant des précisions sur la fourniture des services de pari et les protocoles de partage des informations, conformément au droit national et international ;

3.42 *Adopter* des règles de bonne gouvernance contraignantes, comprenant :

- (a) des mesures visant à renforcer les structures démocratiques et la transparence dans les fédérations, associations et clubs ; l'interdiction faite aux différents acteurs, y compris les sponsors et les investisseurs, d'user de leur influence pour porter atteinte à l'intégrité du sport ;
- (b) une gestion fiable et saine des affaires financières (y compris le paiement des salaires conformément aux contrats de travail) ;

3.43 *Travailler* aux côtés des fédérations membres nationales à l'application de dispositions uniformisées conformes aux règles sportives afin de combattre le dopage dans le sport, la manipulation des compétitions sportives et la corruption (code de conduite, par exemple) ;

3.44 *Mettre en œuvre* des réglementations efficaces et obligatoires qui soient proportionnées, claires et contraignantes et comprennent :

- (a) des obligations, c'est-à-dire une procédure de tolérance zéro pour le traitement des cas suspects et des règles concernant le signalement de ces cas aux autorités de police ; ces règles doivent pouvoir être appliquées et respectées et énoncer clairement les responsabilités ;
- (b) des sanctions dissuasives, telles que mesures de suspension ou d'inéligibilité, amendes, etc. ;

Nous, les Ministres, appelons l'UNESCO à :

3.45 *Coopérer* avec les organisations et institutions gouvernementales et non gouvernementales en vue d'élaborer un programme de prévention international visant à préserver l'intégrité du sport, en mettant l'accent sur la formation et l'éducation ;

- 3.46 *Soutenir* l'échange de bonnes pratiques et de conseils experts, ainsi que de méthodologies en matière de lutte contre la manipulation des compétitions sportives et contre le dopage dans le sport.

Glossaire

Vous trouverez ci-après un glossaire des termes techniques employés dans la déclaration et son Annexe. Comme beaucoup de ces termes n'ont pas de définition universellement admise, ils sont sujets à discussion et pourront évoluer à l'avenir.

Activité physique : tout mouvement produit par les muscles squelettiques, responsable d'une augmentation de la dépense énergétique. *Source* : *Organisation mondiale de la santé*.

Activité physique adaptée : ciblage sur les différences individuelles d'activité physique qui requièrent une attention particulière. L'adaptation implique la modification ou l'ajustement conformément aux données d'évaluation. Les différences individuelles comprennent les déficiences, les handicaps et autres besoins spéciaux tels que définis par divers organes directeurs. *Source* : *site Web de l'IFAPA* – www.ifapa.biz.

Athlètes : les sportifs et les sportives qui participent à des activités sportives organisées, leur personnel de soutien et les responsables sportifs ainsi que toute personne participant aux activités d'organisations sportives à un titre quelconque, y compris les propriétaires d'organisations sportives.

Autonomie des organisations sportives : se réfère aux « principes fondamentaux » de l'olympisme de la Charte olympique (N° 2.5) qui reconnaît que les organisations sportives auront les droits et obligations inhérents à l'autonomie, à savoir le libre établissement et le contrôle des règles du sport, la définition de leur structure et de leur gouvernance, la jouissance du droit à des élections libres de toutes influences extérieures et la responsabilité de veiller à ce que les principes de bonne gouvernance soient appliqués. *Source* : *Charte olympique, 2011*.

Compte satellite pour le sport (SSA) : méthode consistant à filtrer les comptes nationaux pour les activités intéressant le sport afin d'extraire la valeur ajoutée attribuable au sport tout en maintenant leur structure. En tant qu'instrument, les SSA permettent à toutes les activités économiques se rapportant au sport d'apparaître explicitement au lieu de rester dissimulées dans les classifications profondément ventilées des comptes nationaux. La partie restante des comptes nationaux ne contient plus aucune valeur ajoutée attribuable au sport. Elle est égale aux chiffres figurant initialement dans les comptes nationaux moins la valeur ajoutée couverte par le compte satellite. *Source* : *Conseil de l'Europe, 2011*.

Corruption dans le sport : toute activité illégale, immorale ou contraire à l'éthique qui vise à fausser délibérément le résultat d'une compétition sportive pour procurer un gain matériel personnel à une ou plusieurs des parties participant à cette activité. *Source* : *Gores & Chadwick, 2013*.

Éducation physique : domaine du programme scolaire portant sur le mouvement humain, la forme physique et la santé. Elle vise à développer l'aptitude physique de sorte que tous les enfants puissent se mouvoir avec efficacité, efficacité et sécurité, et comprennent bien ce qu'ils font, ce qui est essentiel pour leur développement, leur réussite et leur participation aux activités physiques tout au long de leur vie. *Source* : *Énoncé de la position du CIEPSS sur l'éducation physique, 2010*.

Entourage : ensemble des personnes associées aux athlètes, y compris, sans que cette énumération soit exhaustive, les managers, agents, entraîneurs, préparateurs physiques, personnel médical, scientifiques, organisations sportives, sponsors, avocats et toute personne promouvant la carrière d'un athlète, y compris les membres de la famille. *Source* : *Commission de l'entourage du CIO*.

Espaces sûrs : environnements sans risque qui sont stimulants, propices et inclusifs. *Source* : *UNICEF, Child Friedel Saces, 2009*.

Grands événements sportifs : événements sportifs rassemblant un grand nombre de spectateurs et suscitant une attention médiatique au niveau national et/ou international.

Groupes socialement exclus : groupes entravés par les inégalités structurelles ou la domination de cultures particulières, d'élites ou de pratiques institutionnelles qui les empêchent de participer pleinement aux activités physiques. Selon les régions, les groupes exclus peuvent comprendre les femmes et les filles, les handicapés, les minorités ethniques, les personnes ayant des orientations sexuelles différentes, les pauvres, les personnes âgées et dans certains cas les jeunes.

Handicap : selon le modèle social du handicap, qui s'oppose au modèle médical du handicap, le handicap résulte d'interactions entre un individu présentant une déficience physique, intellectuelle, sensorielle ou mentale particulière et son environnement social et culturel, plutôt que de cette déficience elle-même. Le handicap est donc compris comme une conséquence des barrières liées aux attitudes, à l'environnement ou au contexte institutionnel qui sont inhérentes à une société et soumettent systématiquement à l'exclusion et à la discrimination les personnes handicapées. *Source : UNICEF, Working Paper on Using the Human Rights Framework to Promote the Rights of Children with Disabilities, septembre 2012.*

Inclusion : sentiment d'appartenance, comprenant le sentiment d'être respecté, apprécié pour ce que vous êtes, le sentiment que d'autres vous apportent énergie et engagement. Il faut une volonté d'accepter les différences et de valoriser les contributions de tous les participants, quelles que soient leurs caractéristiques ou leurs origines. *Source : Miller et Katz, 2002.*

Inclusion sociale : processus de mise en œuvre des efforts visant à garantir que tous les individus, quelles que soient leurs origines, aient des chances égales de réaliser pleinement leur potentiel dans la vie. Ces efforts comprennent les politiques et les actions qui promeuvent l'égalité d'accès aux services (publics) et permettent aux citoyens de participer aux processus de prise de décisions qui influent sur leur vie. *Source : Division des politiques sociales et du développement social de l'ONU.*

Information d'initié : toute information relative à une compétition ou à un événement détenue par une personne en vertu de sa position au sein du sport. Ce type d'information inclut, sans s'y limiter, des renseignements factuels concernant les concurrents, les conditions, les stratégies ou tout autre aspect de la compétition ou de l'événement, à défaut de tout renseignement déjà publié ou de notoriété publique, aisément accessible à un public intéressé ou encore divulgué en conformité avec les directives et réglementations présidant à la compétition ou à l'événement en question. *Source : Conseil de l'Europe, 2011.*

Manipulation de compétitions sportives : arrangement ayant pour résultat une modification irrégulière du déroulement ou du résultat d'une compétition sportive ou d'un de ses événements en particulier (par exemple match, course) afin d'obtenir un avantage pour soi-même ou pour d'autres et de lever tout ou partie de l'incertitude normalement liée aux résultats d'une compétition. *Source : Conseil de l'Europe, 2011.*

Méga-événements sportifs : ce sont les plus grands événements sportifs, suscitant une attention et des investissements à l'échelle mondiale (par exemple les Jeux olympiques, les Jeux paralympiques, la Coupe du Monde de la FIFA, l'EURO de l'UEFA, les Jeux du Commonwealth, les Jeux asiatiques).

Mouvement sportif : ensemble des individus, institutions, clubs et organisations soutenant la participation, la croissance et le développement du sport.

«**National**» : cet adjectif est employé aux fins de la présente déclaration pour décrire les stratégies et les actions gouvernementales au niveau des décisions et des politiques. Il peut donc, dans les structures fédérales, s'appliquer aux administrations des provinces, des Etats ou des régions.

Paris sportifs : jeux pratiqués avec toutes sortes de sports qui impliquent une mise d'argent placée sur un enjeu sportif et permet aux participants de gagner en totalité ou en partie une somme d'argent basée entièrement ou partiellement sur le hasard ou l'incertitude de l'issue d'un événement sportif (paris à cote fixe ou variable, paris au totalisateur, paris en direct, bourse des paris sportifs, *spread betting* et autres jeux proposés par les opérateurs de paris sportifs), en particulier :

- a) **Paris légaux** : tous types de paris autorisés sur un territoire ou dans une juridiction spécifique (par exemple licence accordée par une autorité de régulation ou reconnaissance des licences accordées par l'autorité de régulation d'un pays tiers) ;
- b) **Paris illégaux** : tous types de paris qui ne sont pas autorisés sur un territoire ou dans une juridiction spécifique ;
- c) **Paris irréguliers** : tous types de paris révélant des irrégularités et des anomalies dans les mises ou dans l'événement sur lequel ils portent. *Source : Conseil de l'Europe, 2011.*

Parties prenantes de l'accès au sport : gouvernements nationaux, mouvement sportif, ONU et institutions intergouvernementales, sponsors et entreprises, organisations non gouvernementales.

Parties prenantes de l'intégrité dans le sport : gouvernements nationaux, institutions chargées de l'application de la loi, agences et laboratoires antidopage nationaux, AMA, mouvement sportif (par exemple fédérations sportives nationales et internationales, athlètes et leur entourage), autorités de régulation des paris, opérateurs de paris, supporters, ainsi qu'organisations non gouvernementales et intergouvernementales.

Parties prenantes de l'investissement dans le sport : toutes les parties concernées, en particulier les gouvernements nationaux, le mouvement sportif, l'ONU et les organisations intergouvernementales, les sponsors et les entreprises, les organisations non gouvernementales.

Protection de l'enfant : mesures prises pour qu'aucun enfant ne soit blessé ou victime de violences lorsqu'il participe à des jeux ou activités sportives dans un club ou tout autre environnement.

Santé : état de bien-être physique, mental et social général, plutôt que simple absence de maladie ou d'infirmité. *Organisation mondiale de la Santé.*

Sport : ensemble des formes d'activité physique qui contribuent à la bonne condition physique, au bien-être mental et à l'interaction sociale. Ces formes comprennent le jeu, les activités récréatives, le sport organisé, occasionnel ou de compétition, et les sports et jeux autochtones. *Source : Équipe de travail interinstitutions des Nations Unies sur le sport au service du développement et de la paix, 2003.*

Sport de haut niveau (aussi appelé sport d'élite) : sport structuré, de compétition, exigeant une formation et des ressources spécifiques pour satisfaire aux normes des compétitions internationales.

Sport pour tous : activités sportives et physiques destinées à toute la population, y compris les personnes de tous âges, des deux sexes et des différents milieux sociaux et économiques, visant à promouvoir les bienfaits pour la santé et la société de la pratique régulière d'une activité physique. *Source : Commission du sport pour tous du CIO.*

Supporteurs : « fans », spectateurs ou autres personnes qui sont passionnément attachés à un type de sport, un club sportif, une organisation ou un athlète et qui soutiennent le développement de ce sport.

Valeurs du sport : valeurs, convictions et principes de base du mouvement sportif, centrés sur le fair-play, le respect, l'honnêteté, l'amitié et l'excellence. Il incombe au mouvement sportif de maintenir et de protéger ces valeurs. *Source : Charte olympique, 2011.*

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION LA SCIENCE ET LA CULTURE**

**CINQUIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES MINISTRES
ET HAUTS FONCTIONNAIRES RESPONSABLES
DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE ET DU SPORT
(MINEPS V)**

Berlin, Allemagne, 28-30 mai 2013

ORDRE DU JOUR ANNOTÉ

1. Ouverture de la Conférence
(Point 1 de l'ordre du jour provisoire)

Discours :

Mme Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO
Mme Angela Merkel, Chancelière fédérale de la République fédérale
d'Allemagne

2. Adoption du règlement intérieur

(Point 2 de l'ordre du jour provisoire)

La Directrice générale de l'UNESCO a élaboré le Règlement intérieur provisoire (SHS/2012/ME.2/H/1 Rev.). La Conférence, conformément à l'article 17 du Règlement intérieur provisoire, adopte son Règlement intérieur définitif par une décision prise en séance plénière à la majorité des participants principaux présents et votants.

3. Élection du Président

(Point 3 de l'ordre du jour provisoire)

La Conférence élit son Président. Le Comité intergouvernemental pour l'éducation physique et le sport (CIGEPS) a proposé que le pays d'accueil soit invité à présider MINEPS V.

4. Élection des cinq Vice-Présidents et du Rapporteur, Constitution du groupe de rédaction

(Point 4 de l'ordre du jour provisoire)

Pour assister le Président dans ses fonctions, la Conférence élit des Vice-Présidents et un Rapporteur qui forment, avec le Président, le Bureau de la Conférence, conformément à l'article 3 du Règlement intérieur.

Dans le souci de respecter un juste équilibre géographique, la Conférence pourra envisager de désigner un représentant par groupe électoral, soit un Président, cinq Vice-Présidents et un Rapporteur.

Le mandat du Bureau de la Conférence s'achèvera à la clôture des travaux de MINEPS V.

Un groupe de rédaction peut être constitué le premier jour, afin de faciliter le travail du Rapporteur et la finalisation du projet de déclaration soumis à la Conférence pour approbation.

5. Adoption de l'ordre du jour

(Point 5 de l'ordre du jour provisoire)

La Conférence adopte son ordre du jour qui figure sous sa forme provisoire dans le document SHS/2012/ME.2/H/2 Prov.

6. Introduction générale

(Point 6 de l'ordre du jour provisoire)

Allocution du Président de la Conférence.

7. Discours-programme

(Point 7 de l'ordre du jour provisoire)

- M. Frank Henkel, Maire de Berlin ;
- M. Wilfried Lemke, Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations unies pour le sport au service de la paix et du développement, en représentation du Secrétaire général ;

- Mme Snežana Samardžić-Marković, Directrice générale de la Direction générale de la Démocratie du Conseil de l'Europe ;
- M. Phil Craven, Président du Comité international paralympique ;
- M. Jacques Rogge, Président du Comité international olympique (*message enregistré*) ;
- M. Arnaldo Rivero Fuxa, Président du CIGEPS ;
- M. Timothy P. Shriver, Président et Directeur général de Special Olympics.

Le Comité intergouvernemental pour l'éducation physique et le sport (CIGEPS) a proposé à sa séance plénière tenue à Lausanne (Suisse), du 17 au 19 avril 2012, que les travaux de MINEPS V soient menés en réunions plénières incluant les trois commissions, comme indiqué dans le calendrier provisoire des travaux :

Commission I : L'accès au sport, un droit fondamental pour tous

Commission II : Promouvoir l'investissement public dans les programmes d'éducation physique et de sport

Commission III : Préserver l'intégrité du sport

Ces points de l'ordre du jour présenteront les trois pôles thématiques de la Conférence comme en a décidé le CIGEPS. Les principaux problèmes et défis dans l'éducation physique et le sport auxquels sont aujourd'hui confrontés les responsables politiques et les praticiens seront mis en lumière et des solutions seront proposées.

8. Conférence de presse

(Point 8 de l'ordre du jour provisoire)

9. Commission I : L'accès au sport, un droit fondamental pour tous

(Point 9 de l'ordre du jour provisoire)

La notion d'« accès en tant que droit fondamental pour tous » implique la nécessité d'embrasser la diversité et l'inclusion afin de répondre aux besoins de chacun. En conséquence, la Conférence souhaitera peut-être examiner les recommandations suivantes formulées par les experts du groupe de travail en charge du thème 1 :

- (a) Approuver et s'engager à mettre en œuvre l'énoncé de position de 2010 du CIEPSS qui réaffirmait la Charte internationale de l'éducation physique et du sport (1978) de l'UNESCO et l'Appel à l'action de Berlin, adopté lors du 1^{er} Sommet mondial de l'éducation physique en 1999 à Berlin et entériné par la Déclaration de Punta del Este lors de MINEPS III, la même année.
- (b) Concernant les instruments internationaux ci-dessous, établir si leurs gouvernements les ont approuvés/signés et, dans l'affirmative, évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations – sinon, prendre des dispositions pour obtenir un engagement à les signer et les appliquer par le biais d'une action multi-institutions, en particulier concernant les politiques et l'offre d'éducation physique et de sport dans leurs pays respectifs :
 - Déclaration des droits de l'enfant des Nations Unies (1959) ;
 - Charte internationale de l'éducation physique et du sport de l'UNESCO (1978) ;

- Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979) et Déclaration de Brighton sur les femmes et le sport (1994) ;
 - Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (2006).
- (c) Examiner les stratégies et les investissements nationaux dans le secteur de l'éducation physique et du sport pour veiller à ce que des mesures visant à élargir et améliorer l'accès à l'éducation physique et au sport soient inscrites dans les procédures de suivi et les critères d'évaluation.
- (d) S'engager à constituer un personnel et un système efficaces, correctement formés et divers, capables d'offrir des opportunités inclusives à l'ensemble de la population, y compris la possibilité pour un large éventail de groupes d'intérêt d'exprimer leurs besoins et d'influer sur les services fournis.
- (e) Recommander la révision de la Charte internationale de l'éducation physique et du sports de l'UNESCO (1978), notamment pour y inscrire les principes de l'égalité des genres.

10. Commission II : Promouvoir l'investissement public dans les programmes d'éducation physique et de sport

(Point 10 de l'ordre du jour provisoire)

Ce thème se divise en deux thèmes secondaires : premièrement, promouvoir l'investissement public dans les programmes d'éducation physique et de sport en démontrant leurs bienfaits reconnus pour la santé et en apportant des preuves de leurs avantages sociaux et économiques ; deuxièmement, étudier l'importance cruciale des grands et très grands événements sportifs s'agissant de constituer un héritage durable et d'améliorer la transparence des procédures d'appel d'offres et d'accueil. Sur ce point, la Conférence pourra s'intéresser aux questions suivantes :

- (a) la nécessité de créer des structures sportives nationales avec des investissements équilibrés dans les programmes, de la base à l'élite, conformes aux vues de chaque pays ;
- (b) les avantages socioéconomiques réels et démontrés du sport et de l'éducation physique ;
- (c) les retombées sociales, économiques et environnementales des grands événements sportifs ;
- (d) l'accent mis sur les investissements et la transparence nécessaires dans les procédures d'appel d'offres et d'accueil des grands et très grands événements sportifs ;
- (e) la nécessité de veiller à la transparence des politiques d'appel d'offres et d'accueil, en veillant particulièrement à garantir et mesurer l'héritage de l'accueil.

11. Commission III : Préserver l'intégrité du sport

(Point 11 de l'ordre du jour provisoire)

S'agissant de préserver l'intégrité du sport, la discussion sur ce thème se concentre sur la lutte contre le grave problème qu'est la manipulation des compétitions sportives, conséquence de leur infiltration par le crime organisé et les paris illégaux. Il a été établi que, bien que présentant des similitudes avec la lutte contre le dopage, l'élimination de la manipulation des compétitions sportives est un problème planétaire beaucoup plus complexe, qui nécessite une collaboration internationale et multisectorielle. Partant de ce constat, la Conférence souhaitera peut-être dresser le bilan de la situation en :

- (a) convenant de mesures plus efficaces de prévention et d'éducation contre la menace que constitue la manipulation des compétitions sportives, étant donné que ces mesures sont urgentes ;
- (b) discutant des investigations et des sanctions ; il est en effet nécessaire de mettre en place une coordination internationale en matière de renseignement et d'enquête (notamment par le biais d'une étroite coopération avec la police et la justice) contre la manipulation des compétitions sportives, associée à **de lourdes sanctions disciplinaires (au niveau sportif) et pénales (au niveau gouvernemental)** ;
- (c) encourageant la coopération entre les États et les institutions et organisations spécialisées, car la lutte contre la manipulation des compétitions, en raison de sa nature transfrontalière, ne peut pas reposer seulement sur des mesures nationales et exige une réponse mondiale ;
- (d) encourageant la recherche. L'ampleur réelle de la manipulation des compétitions sportives ne peut pas être mesurée avec précision, mais certains indicateurs – tels que le nombre d'enquêtes dans ce domaine – portent à croire que ce phénomène pourrait déjà toucher plusieurs types de compétitions.

La Conférence prendra note des décisions importantes adoptées sur le sujet par un certain nombre d'États membres, le Comité international olympique et plusieurs organisations sportives bénévoles.

12. Conclusion et adoption des Documents finals et Clôture de la Conférence

(Points 12 et 14 de l'ordre du jour provisoire)

La Présidente de la Conférence générale de l'UNESCO, Mme Katalin Bogyay, prononcera un discours à l'occasion de la séance de clôture.

La Conférence adoptera ses recommandations ainsi que la « Déclaration de Berlin ».

La Conférence étudiera les grandes lignes d'un projet de rapport final élaboré à l'issue de ses travaux, qui sera finalisé par le Secrétariat au Siège.

Allocution du Président, résumé et conclusions finales.

13. Conférence de presse

(Point 13 de l'ordre du jour provisoire)



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

MINEPS V

*5th International Conference of
Ministers and Senior Officials
Responsible for Physical Education
and Sport*

UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANIZATION

FIFTH INTERNATIONAL CONFERENCE OF MINISTERS AND SENIOR OFFICIALS RESPONSIBLE FOR PHYSICAL EDUCATION AND SPORT

(MINEPS V)

Berlin, Germany, 28 – 30 May 2013

List of Participants (only in English)

(SHS/2012/ME.2/H/2 INF.)

Member States of UNESCO

ALGERIA

Mr Majid Bouguerra
Ambassador
Embassy of Algeria in Germany

Mr Boumediene Mahi
Minister Counselor
Embassy of Algeria in Germany

Mr Mokhtar Bououdina
Director-General of Sports
Ministry of Youth and Sports

ANGOLA

Mr Albino José da Conceição
Secretary of State for Sports
Ministry of Youth and Sports

Mr Antonio de Almeida Gomes
National Director of Sport Policy
Ministry of Youth and Sports

Mr Jose Juliao Domingos de
Oliveira
Embassy of Angola in Germany

Mr Daniel Silva

ARGENTINA

Ms Gisele Alejandra Monsalvo
Ministry of Social Development

AUSTRALIA

Mr Bill Rowe
General Manager
Office for Sport
Department of Regional Australia,
Local Government, Arts and Sports

AUSTRIA

Mr Harald Treiber
Division Director
Ministry of Sports

Mr Ilan Fellmann
Adviser
Federal Ministry of Defense and
Sports

AZERBAIJAN

Mr Azad Rahimov
Minister
Ministry of Youth and Sports

Mr Parviz Shahbazov
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary
Embassy of Azerbaijan in
Germany

Mr Ilham Madatov
Head
Department of International
Relations
Ministry of Youth and Sports

Mr Eldar Mammadov
First Secretary
Permanent Delegation of
Azerbaijan to UNESCO

Mr Vugar Aliyev

Mr-Gasimova Bikehanum

Ms Dinara Dilanova

Mr Murad Rahimov

Mr Phillip Semechin

BAHRAIN

Mr Salman Al Khalifa
Secretary-General
Supreme Council for Youth
and Sports

Mr Hisham Mohammed Aljowder
President
Organization for Youth
and Sports

Mr Rashed Al-Khalifa
Bahrain Youth Hostel Society

BANGLADESH

Mr Nurul Islam Nahid
Minister
Ministry of Education

Ms Farhana Haque
Deputy Director of
Physical Education
Ministry of Education

BELGIUM

Ms Bernadette Plum
Manager
Sport for All and High Level
Sports
Ministry of the French
Community of Belgium

Ms Astrid Vervaet
Flemish Community
Ministry of Sport

BENIN

Mr Aplogan Djibodé
Minister
Ministry of Youth, Sports
and Recreation

Mr Madjidou Amadou
Director
Sports of Elite
Ministry of Youth, Sports
and Recreation

Mr Christophe Dangnihin
First Secretary
Embassy of Benin in Germany

BHUTAN

Mr Chencho Dorji

Director
Ministry of Education

BOSNIA AND HERZEGOVINA

Mr Sredoje Novic
Minister
Ministry of Civil Affairs

Ms Vedrana Vukovic
Advisor and Expert
International Cooperation
Ministry of Sports

Mr Suvad Dzafic
Assistant to the Minister
Ministry of Civil Affairs

BOTSWANA

Mr Shaw Kgathi
Minister
Ministry of Youth, Sports
and Culture

Mr Moreetsi Bogosi
Deputy Director
Ministry of Youth, Sports
and Culture

Mr Osenotse Arnold Seeketso
Counselor
Embassy of Botswana
in Belgium

BRAZIL

Mr Ricardo Garcia Cappelli
Vice-Minister
Ministry of Sports, Physical
Education and Inclusion

Mr Vilmar Coutinho Jr.
Deputy Head
Ministry of Sports
Physical Education and Inclusion

Mr Rogério Aoki Romero
President
National Forum of Secretaries and
Managers of Sports and Youth
Secretariat of Minas Gerais

Mr Aurélio Garcia-Avelino
Embassy of Brazil in Germany

Mr Leif Oliver Loyda
Embassy of Brazil in Germany

Ms Cecilia Augusta Lopes
Frossard

Ms Carla Rodrigues Bessa

BRUNEI DARUSSALAM

Mr Pehin Hazair Abdullah
Minister
Ministry of Culture, Youth
and Sports

Mr Mohamed Zafri HJ
Director
Youth and Sports Development
Ministry of Culture, Youth
and Sports

Mr Pg. Suhaimi bin Pg. Haji Bakar
Acting Director of
Curriculum
Ministry of Education

Mr Abdul Jalil Ahmad
Embassy of Brunei Darussalam
in Germany

Mr Haji Mohd. Rozan bin Dato
Paduka Haji Mohd. Yunos

Mr Mohamad Rosfazilah Yusly

BURKINA FASO

Mr Yacouba Ouedraogo
Minister
Ministry of Sports

BURUNDI

Mr Adolphe Rukenkanya
Minister
Ministry of Youth, Sports and Culture

CAMEROON

Mr Joseph Koska
Director of
Development of Physical
Education
Ministry of Sports and Physical
Education

Mr Jean Gaoussoumou
Assistant Director
Ministry of Sports
and Physical Education

CANADA

Mr Jean-Pierre Blackburn
Ambassador,
Permanent Delegate
Permanent Delegation of
Canada to UNESCO

Mr Sylvain Pagé
Representative of the Government
of Quebec
Quebec Ministry of Education,
Recreation and Sports

Ms Monique Dubuc
National Coordinator
Physical Activity
Quebec Ministry of Education,
Recreation and Sports

Ms Isabelle Tremblay
Advisor
Division of International Affairs
Quebec Ministry of Education,
Recreation and Sports

Mr Dominique Levasseur
Senior Program Officer
Permanent Delegation of Canada
to UNESCO

Ms Michèle Stanton-Jean
Permanent Delegation of
Canada to UNESCO

CHAD

Mr Koode Makota
Secretary-General
Ministry of Youth and Sport

CHINA

Mr Peng Liu
Minister
General Administration
of Sport

Mr Dengfeng Wang
Director-General
Department of Physical,
Health and Arts
Education
Ministry of Education

Mr Luzeng Song
Director-General
General Administration
of Sport

Mr Lei Yuan
Project Manager
General Administration
of Sport

Mr Shuxiang Xu
Director
Division of Physical,
Health and Arts
Education
Education Department
Guangdong

Mr Zhang Haiming
Director of Sport Health
and Art
Fujian Provincial
Education Department

Mr Di Xia
Director
Division of Physical
Health and Arts
Education
Education Department
Chongqing

Mr Bo Liu
Director
Department of Physical
Education
Tsinghua University

COLOMBIA

Mr Andrés Botero Phillipsbourne
Director
Administrative Department of the Presidency of the
Republic of Sport Recreation, Physical Activity and
the Use of Free Time « COLDEPORTES »

Ms Claudia Fernanda Rojas Núñez
Director of
System Tools and Resources
Administrative Department of the Presidency of the
Republic of Sport Recreation, Physical Activity and
the Use of Free Time « COLDEPORTES »

CONGO

Mr Léon-Alfred Opimbat
Minister
Ministry of Sports and Physical
Education

Mr Jean Pierre Longuet
Counselor
Ministry of Sports and Physical
Education

Mr Kalla Lambi
Consultant
Ministry of Sports and Physical
Education

Mr Rosalin-Josias Onogo-Itoua
Ministry of Sports and Physical
Education

Mr Jean-Marie Mayetela
Ministry of Sports and Physical
Education

Mr Norbert Kengo
Embassy of Congo in Germany

COSTA RICA

Mr William Corrales Araya
Minister
Ministry of Sports
and Recreation

Ms Alba Quesada Rodríguez
Director
National Sports Institute
(ICODER)

Mr José Chaverri Sievert
Embassy of the Republic
of Costa Rica in Germany

CÔTE D'IVOIRE

Mr Alain Michel Lobognon
Minister
Ministry for the Promotion of
Youth, Sports and Recreation

Mr Sekongo Kafalo Daouda
Director-General of Sports
Ministry for the Promotion of
Youth, Sports and Recreation

Mr Kone Mamadou Souleymane
Director-General
Office of School Sports
Ministry for the Promotion of
Youth, Sports and Recreation

CUBA

Mr Arnaldo Rivero Fuxa
President
Intergovernmental Committee
for Physical Education and Sport
(CIGEPS)

Mr Roberto León Richards
First Vice-President
National Institute of Sports,
Physical Education and
Recreation (INDER)

Ms Gladys Justa Béquer Díaz
National Director of Physical
Education and Health Promotion
National Institute of Sports,
Physical Education and
Recreation (INDER)

Mr Héctor Corcho
Cultural Attaché and Sports Officer
Embassy of the Republic of Cuba in Germany

CYPRUS

Mr Pamos Stylianou
President
National Sport Organisation

DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO

Mr Banza Mukalay Nsungu
Minister
Ministry of Youth, Sports,
Culture and Arts

Mr N'Fan i Yind Mushid
Counselor
Youth Issues
Ministry of Youth, Sports,
Culture and Arts

DENMARK

Mr Morten Rathe Eidner
Head of Section
Department Media and Sport
Ministry of Culture

DOMINICAN REPUBLIC

Mr Marcos Díaz
Vice-Minister
Ministry of Sports and Recreation

EGYPT

Ms Ayat Abdel Mooty
Deputy Minister
International Relations
Ministry of State for Sports

Mr Mohamed Osman
Assistant to the Ambassador
Embassy of Egypt in Germany

Mr Osama Ghoniem
Under Secretary
Sports Medicin
Ministry of Sports

EQUATORIAL GUINEA

Ms Judith Asangono Micha
Ministry of Youth and Sports

Mr Manuel Sabino Asumo Cawan
Ministry of Youth and Sports

ERITREA

Mr Solomon Seyoum
Director-General
Sports Commission

ESTONIA

Mr Tõnu Seil
Secretary-General on Sport
Ministry of Culture and Sport

FIJI

Mr Viliame Naupoto
Minister
Ministry of Youth and Sports

FINLAND

Mr Jarmo Lindén
Secretary of State
Ministry of Education
and Culture

Mr Harri Syväsalmi
Director
Sports Division
Ministry of Education
and Culture

Ms Heikkinen Satu
Counselor for Cultural Affairs
Sports Division
Ministry of Education and Culture

FRANCE

Ms Valérie Fourneyron
Minister
Ministry of Sports, Youth, Popular
Education and Community Life

Mr Benjamin Carlier
Deputy Chief of Cabinet
Ministry of Sports, Youth, Popular
Education and Community Life

Mr Alexandre Marguerite
Head of Office
International Relations
Directorate of Sports
Ministry of Sports, Youth, Popular
Education and Community Life

Mr Corentin Segalen
Parliamentary and Diplomatic
Counselor
Ministry of Sports, Youth, Popular
Education and Community Life

GABON

Mr Séraphin Moundounga
Minister
Ministry of National Education,
Higher and Technical Education,
Professional Training and
Scientific Research

In charge of Culture, Youth
and Sports

Ms Elisabeth Séraphine
Appindangoy Koubeadi
Director-General of Sports
Ministry of National Education,
Higher and Technical Education,
Professional Training and
Scientific Research

In charge of Culture, Youth
and Sports

Mr Anaclet Mathieu Taty
Technical Counselor to the
Minister
Ministry of National Education,
Higher and Technical Education,
Professional Training and
Scientific Research

In charge of Culture, Youth
and Sports

Mr Juste Joris Tindy-Poaty
Secretary-General
National Commission for
UNESCO

Mr Jean-Claude Bouyobart
Embassy of Gabon in Germany

GAMBIA

Mr Alieu K. Jammeh
Minister
Ministry of Youth and Sports

Mr Malang Jassy
Ministry of Youth and Sports

GEORGIA

Mr Tamaz Tevzadze
Deputy Minister
Ministry of Sports and Youth
Affairs

Mr Emzar Zenaishvili
Secretary-General
National Olympic Committee

GERMANY

Ms Angela Merkel
Federal Chancellor

Mr Hans-Peter Friedrich
Minister
Federal Ministry of the Interior

Ms Cornelia Rogall-Grothe
Secretary of State
Federal Ministry of the Interior

Mr Christoph Bergner
Secretary of State
Federal Ministry of the Interior

Mr Michael Worbs
Ambassador
Permanent Delegate of Germany
to UNESCO

Mr Roland Bernecker
Secretary-General
National Commission of Germany
for UNESCO

Mr Andreas Meitzner
Deputy Director-General for
Culture and Communication
Federal Foreign Office

Ms Sigrid Prause
Deputy Head
Division for Multilateral Cultural
and Media Policy
Federal Foreign Office

Mr Mario Sauder
Deputy Head
Division for German Schools
Abroad, Pasch and SP
Federal Foreign Office

Mr Michael Hagenburger
Federal Foreign Office

Mr Michael Wettengel
Head of Department 1
Federal Chancellery

Mr Georg Kleemann
Director Group 12
Federal Chancellery

Mr Lars Bernhard
Ministerial Council
Federal Chancellery

Mr Christoph Heusgen
Federal Chancellery

Ms Anna Bohl
Federal Chancellery

Ms Christina Gassner
Federal Chancellery

Mr *Sven Persch*
Deputy Head of MINEPS Project
Group
Federal Ministry of the Interior

Ms Antje Gneckow
Federal Ministry of the Interior

Mr Jens Streckert
Permanent Delegation of
Germany to UNESCO

Mr Rudi Mollenhauer
Head of Secretariat
German Bundestag

Mr Dennis Buchner
Spokesperson
Sports policy
German Bundestag

M Eberhard Gienger
Member of Sports Committee
German Bundestag

Mr Karsten Nikolas Liese
Sports Specialist
German Bundestag

Ms Ulrike Beyer
German Bundestag

Mr Reinhard Grindel
German Bundestag

Mr Stephan Mayer
German Bundestag

Ms Viola von Cramon
German Bundestag

Ms Stephanie Weyand
German Bundestag

Mr Frank Henkel
Mayor of Berlin
Senator
Department of the Senate for
the Interior and Sport

Mr Andreas Statzkowski
Secretary of State
Department of the Senate for
the Interior and Sport

Mr Stefan Sukale
Spokesperson of the
Senator and Mayor of Berlin

Ms Katrin Wolter
Public Relations
and Sports Department of the
Senate for the Interior and Sport

Ms Heike Paqué
Education Unit
Federal Ministry for Economic
Cooperation and Development
(BMZ)

Ms Kerstin Sieverdingbeck
Education Unit
Federal Ministry for
Economic Cooperation
and Development (BMZ)

Mr Burkhard Jungkamp
Secretary of State
Standing Conference
of the Ministers of Education
and Cultural Affairs of the
Länder

Ms Andrea Götzmann
Chairperson
Executive Board
National Anti-Doping Agency

GREECE

Ms Kyriaki Giannakidou
Secretary-General
Ministry of Education and
Religious Affairs, Culture and
Sport

Ms Kalliopi Nedelkou
Head
Department for Sport Promotion
Ministry of Education and Religious
Affairs, Culture and Sport

GUINEA

Mr Sanoussi Bantama Sow
Minister
Ministry of Youth, Employment
and Sports

HONDURAS

Ms Vania García Morales
Deputy Chief of Mission
Embassy of Honduras in Germany

HUNGARY

Mr István Simicskó
Minister of State for
Sport and Youth
Ministry of Human Resources

Ms Réka Veress
Officer
International Affairs
Ministry of Human Resources

INDIA

Ms Nita Chowdhury
Secretary
Youth Affairs
Ministry of Youth Affairs
and Sports

Mr Onkarmal Kedia
Joint Secretary
Sports
Ministry of Youth Affairs
and Sports

INDONESIA

Mr Tunas Dwidharto
Deputy Minister
Sports -Culture
Ministry of Youth and Sports

Mr Herman Chaniago
Head
Division of Sport Education
Ministry of Youth and Sport

Mr Sukarno Sukarno
Deputy Assistant for
Sports Education
Ministry of Youth and Sports
Indonesian

Mr Thobias Tubulau
Deputy Assistant for
Sports Industry
Ministry of Youth and Sports

Mr Hari Amirullah
Professor
University of Sport Education

Mr James Tangkudung
Professor
University of Sport Education

IRAN, ISLAMIC REPUBLIC OF

Mr Mohammad Abbasi
Minister
Ministry of Sport and Youth

Mr Mohammad Jafari Malak
Director-General
International Affairs
Ministry of Sport and Youth

Mr Hammid Sajadi Hezaveh
Deputy Director
Championship Sports
Department
Ministry of Sport and Youth

Mr Lotfali Pour Kazemi
President
Sports Medicine Federation

Mr Ali Sohrabzadeh Fard
Ministry of Sport and Youth

IRAQ

Mr Jasim Mohammad Jaffar
Minister
Ministry of Youth and Sports

M D. Hasan Ali Kareem
Adviser
Ministry of Youth and Sports

Mr Ali Adnan Ismaeel
Secretary
Ministry of Youth and Sports

IRELAND

Ms Carol O'Reilly
Sports Policy and Campus Division
Department of Transport, Tourism and Sport

ISRAEL

Mr Uri Schaefer
Director
Sport Authority
Ministry of Culture and Sport

ITALY

Mr Elio Menzione
Ambassador
Embassy of Italy in Germany

Mr Massimo Darchini
Embassy of Italy

Mr Francesco Sorbini
Embassy of Italy

JAMAICA

Ms Natalie Neita-Headley
Minister
Office of the Prime Minister

Ms Dahlia Elaine Klein
Senior Advisor / Consultant
Office of the Prime Minister

JAPAN

Mr Shinichi Yamanaka
Deputy Minister
Ministry of Education, Culture,
Sports, Science and
Technology

Mr Atsuyuki Asano
Director
Physical Education and Sports
Ministry of Education, Culture,
Sports, Science and Technology

Mr Shin Asakawa
Chief Executive Officer
Japan Anti-Doping Agency

KAZAKHSTAN

Mr Tastanbek Yessentayev
Deputy Chairman
Agency of Sports and Physical
Education

Mr Sayat Kukebayev
Chief Expert
Agency of Sports and Physical
Education

KENYA

Mr Karoli Ooko
Director of
Administration
Ministry of Youth Affairs and
Sports

Mr Gordon Oluoch
Commissioner for Sports
Ministry of Youth Affairs and
Sports

Mr John Paul Oluoch
Senior Research Assistant
Permanent Delegation of Kenya to
UNESCO

KOREA, DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF

Mr Kwang Ho Son
Vice-Minister
Ministry of Physical Culture and
Sports

Mr Chong Il Kim
Ministry of Physical Culture and Sports

KOREA, REPUBLIC OF

Mr Tae-Kang Roh
Director-General
Sports Bureau
Ministry of Culture, Sports
and Tourism

Ms Kangeun Lee
Assistant Director
International Sports Division
Ministry of Culture, Sports
and Tourism

KUWAIT

Mr Faisal Al-Jazzaf
Chairman
Director-General
Public Authority for Youth
and Sports

Mr Humoud Al-Shammari
Deputy Director-General
Sports Department
Public Authority for Youth
and Sports

Mr Ahmad Al-Khazal
Director
Public Authority for Youth
and Sports

Mr Nawaf Al-Makaimi
Private Secretary
Public Authority for Youth
and Sports

Mr Yousef Akbar
Photographer
Public Authority for Youth
and Sports

Mr Nazeeh Al Nahedh
Public Authority for Youth
and Sports

LAO, PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC OF

Ms Sengdeuane Lachanthaboune
Vice-Minister
Ministry of Education and Sports

Mr Somkiat Phasy
Director
Project Office of Information and
Communication Technologies (ICT)
Secretary to Supervisor Steering
Committee
Ministry of Education and Sports

LATVIA

Ms Ulrika Aunina-Naumova
Deputy Secretary of State
Director
Department of Sport and Youth
Ministry of Education and Science

LEBANON

Mr Fayssal Karamé
Minister
Ministry of Youth and Sports

Mr Zeid Khiami
Director-General
Ministry of Youth and Sports

Mr Jamal El Mawas
Consultant
Ministry of Youth and Sports

LESOTHO

Mr Thesele Maseribane
Minister
Ministry of Gender, Youth, Sport
and Recreation

Mr Ratsele Apesi
Deputy Minister
Education and Training
Ministry of Gender, Youth,
Sport and Recreation

Mr Thabo Philmon Tsiki
Senior Officer
Sport and Recreation
Ministry of Gender, Youth,
Sport and Recreation

Mr Sibusiso Keketsi
Principal Officer
Sport and Recreation
Ministry of Gender, Youth, Sport
and Recreation

Mr Chefa Tsepo Charles

LITHUANIA

Mr Elvinas Jankevičius
Vice-Minister
Ministry of the Interior

Mr Vytautas Janušaitis
Sports Policy Adviser to
the Prime Minister

Mr Klemensas Rimselis
Director-General
Department of Physical Education
and Sports

Ms Agne Urbonaite
Adviser Communication and
European Union issues
Department of Physical Education
and Sports

LUXEMBOURG

Mr Romain Schneider
Minister
Ministry of Sports

Mr Guy Fusenig
Government Commissioner a. i.
Ministry of Sports

MADAGASCAR

Mr Monja Dinard
Secretary-General
Ministry of Youth and Sports

Mr Patrice Ranaivoson
Professor
National Academy of Sports
Ministry of Youth and Sports

MALAWI

Mr Christopher Julio Magomelo
Assistant Executive Secretary
Malawi National Commission for UNESCO

MALAYSIA

Ms Fazulia Zulkifli
Assistant Director
Ministry of Youth and Sports

MALI

Mr Hamèye Founé Mahalmadane
Minister
Ministry of Youth and Sports

Mr Mahamadou Y Sidibe
Assistant National Director
Sports and Physical Education
Ministry of Youth and Sports

Mr Alhousseyni Keita
Technical Advisor
Ministry of Education

MEXICO

Ms Yolanda Hernández
Executive Coordinator
Directorate General
National Commission of Physical Culture
and Sports (CONADE)

MONACO

Ms Yvette Lambin Berti
Permanent Delegate
Permanent Delegation of Monaco to UNESCO

MONGOLIA

Mr Magaadai Tumenjargal
Vice-Minister
Ministry of Culture, Sports
and Tourism

Mr Khalamkhan Bakytjan
Officer
Ministry of Culture, Sports and
Tourism

Mr Luvsanjambaa Onon
Officer
Ministry of Culture, Sports and
Tourism

MOROCCO

Mr Mohammed Ouzzine
Minister
Ministry of Youth and Sports

Mr Karim Mzabi
Chief
Cabinet of the Minister
Ministry of Youth and Sports

Mr Mohamed Kalakhi
Counselor
Embassy of Morocco in Germany

MOZAMBIQUE

Mr Fernando Sumbana
Minister
Ministry of Youth and Sports

Mr Joel Libombo
Vice-President
Intergovernmental Committee for
Physical Education and Sport
(CIGEPS)

Mr Arsenio Sarmiento
Ministry of Youth and Sports

NAMIBIA

Ms Juliet Kavetuna
Deputy Minister
Ministry of Youth, National
Service, Sport and Culture

Mr Vetumbuavi Vei
Director
Ministry of Youth, National
Service, Sport and Culture

Mr Thomas Mabuku
Sport Officer
Ministry of Youth, National
Service, Sport and Culture

Ms Vivienne Katjuongua
Chairperson
National Sports Commission

NEPAL

Mr Hari Parsad Nepal
Secretary
Ministry for Youth and Sports

Mr Ganesh Gurung
Section Officer
Ministry for Youth and Sports

Mr Mani Paudel

NETHERLANDS

Mr Bart Zijlstra
Director
Sports Department
Ministry of Health, Welfare and
Sports

Ms Wendela Kuper
Policy Advisor
Sports Department
Ministry of Health, Welfare and
Sports

NEW ZEALAND

Mr Patrick Bogdan Kulig
Embassy of New Zealand in Germany

NIGERIA

Ms Mariam Yalwaji Katagum
Ambassador,
Permanent Delegate
Permanent Delegation of Nigeria
to UNESCO

Mr Ayotunde Adewale Kehinde
Senior Counselor
Permanent Delegation of Nigeria
to UNESCO

Ms Victoria Rowland-Kayode
Ministry of Education

Mr Mustapha Mohammed
National Sports Commission

NORWAY

Ms Eva Cathinka Bruusgaard
Senior Adviser
Ministry of Culture

PANAMA

Mr Raúl Andrade

PHILIPPINES

Mr Guillermo Jr Eroy
Executive Director
National Sports Commission

POLAND

Mr Grzegorz Karpiński
Secretary of State
Ministry of Sports and Tourism

Ms Ewa Suska
Director
Department of Strategy and
International Cooperation
Ministry of Sports and Tourism

Ms Ewa Markowicz
Head of Unit
Ministry of Sports and Tourism

PORTUGAL

Mr Paulo Marcolino
Adjunct to the Secretary
of State
Advisor
Secretariat of State of Sport

Mr Eduardo Ramos

QATAR

Mr Ali Ahmed Al Hitmi
President
Qatari Union of Gymnastics

Mr Mohamed Issa Al Fadhalah
Head
Activities Section
Qatar Olympic Committee

Ms Fajer Mohammad Al-Kubaisi
Education Authority
Supreme Education Council

REPUBLIC OF MOLDOVA

Mr Octavian Ticu
Minister
Ministry of Youth and Sport

ROMANIA

Mr Nicolae Banicioiu
Minister
Ministry of Youth and Sport

Mr Marian Irinel Ciocioc
Adviser
Ministry of Youth and Sport

RUSSIAN FEDERATION

Mr Sergey Shelpakov
Deputy Minister
Ministry of Sport

Ms Julia Buhalovskaya
Expert
Ministry of Sport

RWANDA

Mr Mitali-K-Protais
Minister
Ministry of Sports and Culture

Ms Christine Nkulikiyinka
Ambassador
Embassy of Rwanda in Germany

Mr Gaspard Kayijuka
Professional in charge of
National Teams
Ministry of Sports and Culture

SAMOA

Mr Luatua Semiperive Epati
Assistant Chief Executive Officer
Ministry of Education, Sports and Culture

SAUDI ARABIA

Mr Faisal Al Nassar
Deputy Minister
Sport Affairs
Ministry of Youth
and Anti-Doping

Mr Ahmad Al Bakhit
Private Secretary
Ministry of Youth
and Anti-Doping

Mr Tariq Almohiza
Cultural Consultant
Delegation of Saudi Arabia
to UNESCO

SENEGAL

Mr M'Bagnick N'Diaye
Minister
Ministry of Sports

Mr Alioune Diakhaté M'Baye
Director of
Training and Sports Development
National Commission for
UNESCO

Mr Mamadou N'Diaye Dia
Chief of Division
National Commission for
UNESCO

SERBIA

Ms Alisa Maric
Minister
Ministry of Sport and Youth

Mr Predrag Perunicic
Secretary of State
Ministry of Sports and Youth

Mr Dragan Atanasov
Assistant Minister
Ministry of Sport and Youth

SIERRA LEONE

Mr Paul Kamara
Minister
Ministry of Sports

Mr Alphan Koker
Acting Director of Sports
Ministry of Sports

SLOVAKIA

Mr Dušan Čaplovič
Minister
Ministry of Education, Science
and Sport

Mr Ladislav Čambal
Director-General
Section of State Care for Sports
Ministry of Education, Science
and Sport

Mr Michal Kaliňák
Spokesperson and Director
Press and Information Division
Ministry of Education, Science and
Sport

Mr Štefan Komjátý
Head of Protocol
Ministry of Education, Science
and Sport

Ms Drahoslava Novotná

SLOVENIA

Mr Jernej Pikalo
Minister
Ministry of Education, Science and Sport

Mr Tit Neubauer
Head
Office of the Minister
Ministry of Education, Science and Sport

Mr Marko Stucin
First Secretary
Embassy of Slovenia in Germany

SOUTH AFRICA

Mr Gert C. Oosthuizen
Deputy Minister
Ministry of Sport and Recreation

Ms Ruth Mojalefa
Director of
International Relations
Ministry of Sport and Recreation

Mr Theunis De Kock
Private Secretary to the Deputy Minister
Ministry of Sport and Recreation

SOUTH SUDAN

Mr Cirino Hiteng Ofuho
Minister
Ministry of Culture Youth and Sports

Mr Edward Settimo Yugu Lang
Director-General for Sports
Ministry of Culture Youth and Sports

SPAIN

Ms Ana Muñoz Merino
Director
Spanish Agency for Sport Health Protection

Ms Victoria Ley
Head
Research and Education Department
Spanish Agency for Sport Health Protection

SUDAN

Mr Sideg Mohamed Tom Elnair
Ministry of Youth and Sports

Mr Hamedelnil Ismaail Ibrahim
Ministry of Youth and Sports

SURINAME

Mr Bambang Ismanto Adna
Minister
Ministry of Sport and Youth Affairs

SWAZILAND

Mr Sipho Magugula
Senior Inspector for Sports and Culture
Ministry of Sport and Culture

Mr Sipho Malungisa
Director of Sports
Ministry of Sport and Culture

Mr Maswazi Hezekiah Shongwe
Acting Principal Secretary
Sport, Culture and Youth Affairs
Ministry of Sport and Culture

Mr Zama Didritch Tsabedze
Acting Chief Executive Officer
National Sport Council

SWEDEN

Mr Mikael Lindman
Desk Officer
Ministry of Culture

Ms Helena Carlsson
Swedish Sports Confederation

SWITZERLAND

Mr Walter Menginsen
Deputy Director
Federal Office for Sport
Rector
Bern University of Applied
Sciences
Swiss Federal Institute of Sports
Magglingen SFISM

Mr Wilhelm Rauch
Head
Legal Services
Federal Office for Sport

Mr Matthias Remund
Director
Federal Office for Sport

TANZANIA, UNITED REPUBLIC OF

Mr Amos G. Makala
Deputy Minister
Ministry of Information, Youth,
Culture and Sports

Mr Makoye Alex Nkenyenge
Assistant Director
Sports Development
Ministry of Information,
Youth,
Culture and Sports

Mr Christopher Hugo Mvula
Embassy of Tanzania in
Germany

THAILAND

Mr Sombat Kuruphan
Vice-Minister
Ministry of Tourism and Sports

Mr Chanvit Phalajivin
Deputy Director-General
Department of Physical
Education
Ministry of Tourism and
Sports

Ms Hilary Meechai Inwood
Head
Section of Sports Medicine
Sports Authority
Ministry of Tourism and Sports

TOGO

Mr El Hadj Bakalawa Fofana
Minister
Ministry of Sports and Recreation

Mr Kodjo Salokoffi
National Director of Sports

Mr Kanyi Galley Logosu Teko
Embassy of Togo in Germany

TRINIDAD AND TOBAGO

Mr Ashwin Creed
Permanent Secretary
Ministry of Sport

Mr Bhadase Seetahal Maraj
Project Manager
Ministry of Education

TUNISIA

Mr Fethi Touzri
Secretary of State for Youth
Ministry of Youth and Sports

Mr Slim Louzir
Director-General for
Physical Education and
Training
Ministry of Youth and Sports

Mr Halim Jebali

TURKEY

M Ismail Kaygusuz
Ministry of Youth and Sports

M Kalkan Ömer
Ministry of Youth and Sports

M Sevinc Gökhan Kosar
Ministry of Youth and Sports

TURKMENISTAN

Mr Batyr Orazov
Minister
State Sports Committee

Mr Nurmyrat Bayramov
Deputy Minister
Ministry of Education

Mr Gurbanmyrat Sahedov
Deputy Rector
National Institute of Sports and
Tourism

Mr Maksat Seyitgulyyev
Ministry of Sports

UGANDA

Mr Charles Bakkabulindi
Minister of State
Ministry of Education and Sports

Mr Lamex Omara Apitta
Commissioner
Ministry of Education and Sports

Mr Günter Lange
Sports Development Expert
Ministry of Education and Sports

UKRAINE

Mr Ravil Safiullin
Minister
Ministry of Youth and Sports

Ms Natalia Radchuk
Head
Division of International
Cooperation and European State
Service for Youth and Sports

Mr Oleh Mirus
Minister Counselor
Embassy of Ukraine in Germany

UNITED ARAB EMIRATES

Mr Ahmed Al-Abdouli
Head
Olympic Committee and Sports
Federations and Associations
General Authority of Youth and
Sports

Mr Omar Khalaf
Unit Head
Camps, Festivals and Cultural
Activities
General Authority of Youth and
Sports

Ms Wajdan Mohammed Abdulla
Dahkooni
National Olympic Committee

UNITED KINGDOM

Mr Hitesh Patel
Head of International Sport, Major
Sports Events and Anti-Doping
Department for Culture Media and
Sports

UNITED STATES OF AMERICA

Ms Mori Taheripour
Senior Advisor
Sports for Development
US Agency for International
Development (USAID)

Mr Christopher Watts
Strategic Partnerships and Special
Projects
President's Council on Fitness Sports
and Nutrition

URUGUAY

Mr Ernesto Irurueta
National Director of Sports
Ministry of Tourism and Sport

UZBEKISTAN

Mr Mukhiddin Makhmudov
Deputy Chief
Ministry of Public Education of Uzbekistan

YEMEN

Mr Moammar Mutahar Al-Eryani
Minister
Ministry of Youth and Sport

Mr Esmail Ali Al-Khawlani
Abdulfattah
Ministry of Youth and Sport

Ms Nadmih Abduslsalam Othaman
Ministry of Youth and Sport

Mr Hussein Abdullah
Mohammed Alahmed
Ministry of Youth and Sport

Mr Waleed Abdulwakil Ahmed
National Commission for
Education Culture and Science

ZAMBIA

Mr Chishimba Kambwili
Minister
Ministry of Youth and Sport

Mr David Mabumba
Deputy Minister
Ministry of Education, Science,
Vocational Training and Early
Education

Mr Lazarous B.Y. Kalirani
Principal Curriculum Specialist
Ministry of Education, Science,
Vocational Training and Early
Education

Ms Thandeka Grace Soko
Senior Officer
Sports Development
Ministry of Youth and Sport

Ms Abigail M Tuchili
Senior Curriculum Specialist
Ministry of Education, Science,
Vocational Training and Early
Education

Ms Yvonne Peele Shibemba
Embassy of Zambia in Germany

ZIMBABWE

Mr David Coltart
Minister
Ministry of Education, Culture and Sport
Senator

Special guest speaker

Ms Catherine Asare - Frimpong
Youth Sport Leader
University of Ghana
Sports Directorate

Associate Members and Permanent Observers to UNESCO

HOLY SEE

Mr Monsignor Tuomo T. Vimpari
Apostolic Nunciature in Germany

Ms Regina Börschel
Expert
Permanent Observer Mission of
the Holy See to UNESCO

MACAU, SAR of China

Mr Kenny Ng San Fan
Council Member
National Social Science Sports of
Physical Education

Mr Lao Lek Vong
President
National Sport Development
Board

Ms Lin Kio Lam
Head of Department
National Sport
Development Board

Ms Elsa Pereira Luk
National Sport Development Board

List of International Organizations

1. United Nations

United Nations Office on Sport for Development and Peace (UNOSDP)

Mr Wilfried Lemke
Special Adviser to the United Nations
Secretary-General

Ms Maren Kröger
Programme Officer Assistant to
the Special Adviser

Ms Gerd Maje Solstad
Secretariat of the International
Working Group on Sport for
Development and Peace

Mr Georg Jonas Burgheim
Staff Member

2. Other intergovernmental organizations

Association of South-East Asian Nations Secretariat (ASEAN)

M Alexander Lim
Assistant Director,
Head
Division Science and Technology

Central African Economic and Monetary Community

Mr Dieudonné Bm'niyat Bangamboulou
Director of Higher Education

Commonwealth Secretariat

Mr Swaran Singh Chhabra
Sports Development Adviser

Conférence des Ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN)

Mr Jacques Ki Boureima
Secretary-General

Council of Europe

Ms Snežana Samardžić -
Marković
Director-General
Directorate General of
Democracy

Mr Stanislas Frossard
Executive Secretary
Enlarged Partial Agreement
on Sport (EPAS)
Human Rights and
Antidiscrimination Directorate

Ms Heather Stewart
Enlarged Partial Agreement on
Sport (EPAS)
Administrative assistant
Human Rights and
Antidiscrimination Directorate

Economic Community of Central African States (ECCAS)

Mr Crispin Jaime Sangale
Rondo
Deputy Secretary-General

Ms Lucie Ada
Expert in Education

European Commission

Mr Jan Truszczyński
Director General for
Education, Training, Culture
and Youth

Mr Bartholomeus Ooijen
Policy Officer

Ms Susanne Hollmann
Sport Unit

Mr Jacob Kornbeck
Sport Unit

Organization of Islamic Cooperation

Ms Salima Dalibey
Liaison Officer with UNESCO

Supreme Council for Sport in Africa

Mr Sonstone Y. Kashiba
Secretary - General

Mr Edward Zhakata
Director
Communication and
Publication

Mr Michel Tchoya
Director

3. International non-governmental organizations in official partnership with UNESCO

International Association for Sports and Leisure Facilities

Mr Siegfried Hoymann
Secretary-General

Mr Winfried Wortmann
Treasurer

International Association of Physical Education and Sport for Girls and Women

Ms Tansin Benn
President

International Council of Sport Science and Physical Education (ICSSPE)

Committee Members

Ms Margaret Talbot
President

Ms Susi-Kathi Jost
Treasurer

Mr Christophe Mailliet
Honorary Member
Head of Network Operations
of Streetfootballworld

Executive Office

Mr Detlef Dumon
Executive Director

Ms Katrin Koenen
Director of Scientific Affairs

Mr Ben Weinberg
Manager Services

Ms Andrea Blume
Membership Affairs Manager

Ms Jennifer Wong
Project Manager, MINEPS V

Ms Anna Dremel
Project Assistance, MINEPS V

Mr Jörg Pluschkat
Office Manager

Mr Jael Krestan
Project Assistant

Mr Dennis Kreyeborg
Apprentice

International Committee for Fair Play

Mr Jenö Kamuti
President

International Federation of Adapted Physical Activity (IFAPA) – Institut National Supérieur de formation et de recherche pour l'éducation des jeunes Handicapés et les Enseignements Adaptés (INSHEA)

Ms Claire Boursier
President

International Society for Comparative Physical Education and Sport (ISCPES)

Mr Walter King Yan Ho
President

International Society for the History of Physical Education and Sport (ISHPES)

Ms Annette Hofmann

Trim and Fitness International Sport for All (TAFISA)

Mr Wolfgang Baumann
Secretary-General

World Federation of Teachers' Unions

Mr Prodip Dutta
AC Member

Mr Vijay Kumar Balla
General - Secretary

Mr Mahadeo Nagrale
Member

Right To Play

Ms Kathryn McCracken
Manager
Policy Learning and Institutional Partnerships

Sportaccord

Ms Ingrid Beutler
Manager
Sports Integrity Unit
Sports' Social Responsibility Unit

Union of European Football Associations (UEFA)

Mr William Gaillard
Senior Adviser

5. Other international bodies

European Parliament

Ms Emine Bozkurt
Member
Progressive Alliance of Socialists and Democrats

Fédération Internationale de Football Association (FIFA)

Ms Norun Thomassen
Public Affairs Manager

Ms Franziska Hoberg
Security Manager

Mr Kai Ludwig
FIFA / Early Warning System
GmbH

Mr Jürgen Müller
Head
Event Management

International Biathlon Union (IBU)

Mr Martin Kuchenmeister
Executive Director

International Olympic Committee (IOC)

Mr Tomas Sithole
Director
International Cooperation and
Development

Ms Katia Mascagni
Senior Manager
Department of International
Cooperation
and Development

International Paralympic Committee (IPC)

Sir Philip Craven
President

Ms Rita van Driel
Governing Board Member

Mr Georg Schlachtenberger
Chief Operating Officer

International Working Group on Women and Sport (IWG)

Ms Terhi Heinilä
Secretary General

Ms Raija Mattila
Co-Chair

World Anti-Doping Agency (WADA)

Ms Anne Jansen
Senior Manager
Government Relations
and Compliance

Mr Olivier Niggli
Legal Director

6. Other participants

Adidas

Mr Pastowski Sven

American Alliance for Health, Physical Education, Recreation and Dance

Mr Bradford Strand
Former President

Autorités de Régulation des Jeux En Ligne (ARJEL)

Mr Jean-Francois Vilotte
President

Ms Claire Pinson
Head of International Relations

Barry University

Ms Kathryn Marie Ludwig
Department Chair

Bartın University

Mr Murat Kul
Director of School
of Physical education and sport

Mr Mutlu Türkmen
Assistant Director

Betfair

Mr Andy Cunningham
Global Head of Integrity

Mr Luka Andric

Boxgirls GmbH

Ms Heather Cameron
Managing Partner

Bundesinstitut für Sportwissenschaft

Mr Jürgen Fischer
Director

Ms Sabine Stell
Manager

Ms Nina Häußler
International Relations
Department

Mr Andreas Pohlmann

Ms Dorothea Kukowka

Büro Stephan Mayer, MdB

Mr Florian Hartmann
Researcher

Canadian Sport for Life/Commonwealth Games Canada

Mr Colin Higgs
Leadership Team

Centro di Studi per l'Educazione fisica e l'attivitá Sportiva

Mr Marcello Marchioni
President

Mr Marco Petranelli
Member of the Board

Danish Institute for Sports Studies

Mr Jens Sejer Andersen
International Director

Deutscher Behindertensportverband

Mr Friedhelm Julius Beucher President	Mr Karl Quade Vice-President Competitive Sports
--	---

Deutsche Lufthansa AG

Mr Axel Kleinschumacher

Deutsche Sporthochschule Köln

Ms Karen Petry
Deputy Head

Deutsche Sportjugend

Mr Ingo-Rolf Weiss Chairman	Mr Tobias Dollase Board Member	Mr Benjamin Folkmann Board Member for International Affairs
--------------------------------	-----------------------------------	---

Deutsche Städtetag

Mr Kurt-Niclas Stucke
Main Officer a.i.

Deutsche Vereinigung für Sportwissenschaft

Ms Dorothee Alfermann
President

Deutscher Fußball-Bund e.V.

Mr Willi Hink Director	Mr Stefan Brost Head of EU Office
---------------------------	--------------------------------------

Deutscher Olympischer Sportbund

Mr Michael Vesper Director General	Ms Stephanie Primus Head of Department
---------------------------------------	---

Deutsche Fußball Liga GmbH (DFL)

Mr Holger Blask Director Public Affairs and International Relations	Mr Timo Albrecht Director Berlin Bureau
---	---

Discover Football

Ms Marlene Assmann Member of the Board	Ms Pia Mann	Ms Valerie Assmann
Ms Johanna Kösters	Ms Sara Schlote	Ms Friederike Faust

EdComs

Ms Kathryn McColl

Edinburgh Napier University Business School

Ms Eleni Theodoraki
Reader in Festival and Event Management

European Non-Governmental Sports Organization (ENGSO)

Ms Birgitta Kervinen
President

EOC-Büro des Deutschen Sports

Mr Folker Hellmund
Director

European Fair Play Movement

Mr Manfred Lämmer
Honorary Member, Delegate

European Physical Education Association (EUPEA)

Mr Claude Scheuer President	Mr Martin Holzweg Executive Committee Member (Research Advisor)	Ms Rose-Marie Repond
--------------------------------	---	----------------------

European Sport Management Association (EASM)/ Vrije Universiteit Brussel

Ms Veerle De Bosscher
Professor

Faculty of Sports Science Semarang State University, Indonesia

Ms Tandiyo Rahayu
Lecturer

FCT College of Education, Zuba – Abuja, Nigeria

Ms Odunola Bello
Director of Sport

Federal University of Juiz de Fora - Faculty of Physical Education Campus Universitario

Ms Eliana Lucia Ferreira
Undergraduate Coordinator

Fédération Sportive et Culturelle de France

Ms Anne Cordier
Secretary-General

FILM Gold

Ms Kirsten Bruhn Main character	Mr Hendrik Flügge Producer	Mr Andreas F. Schneider Producer
------------------------------------	-------------------------------	-------------------------------------

Mr Michael Hammon
Regie

Finnish Society of Sport Sciences

Mr Kari Keskinen
Executive Director

Mr Lauri Tarasti

Freie Universität Berlin, Germany

Ms Gudrun Doll-Tepper
Professor

German Institution of Arbitration (DIS)

M Thomas Klich

German University Sports Federation

Mr Nico Sperle
Chairman

Mr Paul Wedeleit
Secretary-General

Griffith University

Ms Popi Sotiriadou

Hauptstadtbüro des Deutschen Sports DOSB/DFB

Mr Christian Sachs
Director

Hessisches Ministerium des Innern und für Sport

Mr Heinz Zielinski
Head of department

Institut de Hautes Études en Administration Publique (IDHEAP)

Mr Jean-Loup Chapelet
Professor and former Dean

I Trust Sport

Mr Rowland Jack

International Association of Athletics Federation (IAAF)

Mr Malek El Hebil
Director

International Center for Sport Security (ICSS)

Mr Helmut Spahn
Executive Director

Mr Chris Eaton
Director
Sport Integrity

Mr Massimiliano Montanari
Director
International Cooperation
and External Relations

Mr Ahmed Alosaymi

International Association for the Philosophy of Sport (IAPS)

Mr Arno Müller

International Council for Coaching Excellence (ICCE)

Mr Ladislav Petrovic
Secretary - General

International Rugby Board

Ms Susan Ahern
Head of Legal Affairs

International School Sport Federation

Mr Laurent Petrynka
Assessor in the Executive Committee of the International Sports

International Society for Comparative Physical Education and Sport

Ms Rosa Lopez de D'Amico
Vice-President

INTERPOL, International Criminal Police Organization - ICPO

Ms Julie Norris
Training Officer

Ms Innika La Fontaine

Japan Society of Physical Education, Health and Sport Sciences

Mr Yoshinori Okade
Executive Board Member

Johannes Gutenberg-Universität Mainz, Germany

Mr Holger Preuß
Professor

KICKFAIR

Mr Matthias Gather

Ms Steffi Biester
Chief Executive Officer

Lagos State University, Nigeria

Mr Fasan Clement
Head of Department
Physical Education
Faculty of Education

Mr Ademala Onifade

Landessportbund Berlin e. V.

Mr Heiner Brandi
Director

Mr Frank Kegler

Liverpool John Moores University, United Kingdom

Mr Matthew Reeves
Lecturer/Researcher

Loughborough University, Centre for Olympic Studies and Research

Mr Ian Henry
Director

Magdeburg University, Germany

Mr Osama Abdel Karim
Scientific researcher

National Association of Physical Education and Sports

Mr Suresh Deshpande
Secretary-General

National Sports Academy, Bulgaria

Ms Ms Daniela Dasheva
Vice-Rector

Ms Stefka Djobova
Senior Researcher

Niedersächsisches Ministerium für Inneres und Sport, Germany

Ms Bibiana Steinhaus

Mr Hans-Jörg Haferkamp

North Western Counties Physical Education Association, United Kingdom

Mr Ken Hardman
Chairman

Olympiastützpunkt Berlin

Mr Harry Bähr
Leiter/Geschäftsführer

Olympic Studies Centre Universitat Autònoma de Barcelona, Spain

Mr Emilio Fernández Peña
Director

Pädagogische Hochschule Ludwigsburg

Ms Heike Tiemann

Parapictures

Mr Anthony Silverston

Play the Game/Danish Institute for Sport Studies

Mr Soren Bang
Editor

PROPROJEKT

Mr Phillip Michler

World Lottery Association (WLA)

Mr Christian Kalb
Director CK Consulting

Sacrena Community Soccer and Education Academy, Kenya

Mr Wycliffe Ngoya
Team Leader

School of Health, Sport and Biosciences - University of East London, United Kingdom

Mr Keith Gilbert
Professor

Sheffield Hallam University/North Western Counties Physical Education Association, United Kingdom

Mr Chris Murphy
Senior Lecturer

Sorbonne research program on ethics and security in sport (ICSS)

Mr Laurent Vidal
Professor

SPD-Bundestagsfraktion

Mr Lothar Saßen
Counselor

Special Olympics

Mr Timothy P. Shriver
Chairman and
Chief Executive Officer

Ms Mary Davis
President and Managing
Director
Europe Eurasia Region

Mr Bernhard Wilhelm
Conrads
First Vice-President

Mr Hans-Jürgen Schulke
Vice-President

Mr Kai Alexander Troll
Director Development

Mr Detlef Parr

Ms Tali Kornhauser
Family Coordinator
Donor Adviser

Sportradar

Mr Carsten Koerl
Chief Executive Officer

Mr Darren Small

Sports and Fitness Association of Pakistan

Mr Shahid Ulhaq
Chairman

Star Athlete International Organization

Ms Shaikha Al Ghanim
Chairperson

Stellenbosch University, South Africa

Ms Prof Elizabeth Bressan
Director

Mr Kallie van Deventer
Senior lecturer

Stiftung Deutsche Sporthilfe

Mr Michael Ilgner
Chairman of the Board

Mr Jörg Adami
Member of the Board

Streetfootballworld

Mr Johannes Axster
Director

Supporters Direct Europe / Burson Marsteller

Mr Alexander Bielefeld
Government Relations/Public Policy

Technische Universität München, Germany

Ms Marianne Meier

Transparency International

Mr Gareth Sweeney
Chief Editor
Global Corruption Report

Ms Sylvia Schenk
Senior Advisor for Sport

Union of Arab National Olympic Committees (UANOC)

Mr Saud Alabdulaziz

UNESCO Chair Institute of Technology Tralee

Ms Catherine Carty
Project Manager

Union Network International Global Union

Mr Walter Palmer
Head of Department

Universidade Eduardo Mondlane, Mozambique

Mr Cremildo Goncalves
Director

Universität Erlangen-Nürnberg, Germany

Mr Klaus Vieweg

Universität Münster, Germany

Mr Dennis Dreiskämper

Universität Wien Zentrum für Sportwissenschaft und Universitätssport, Austria

Ms Maria Dinold
Assistant Professor

University of Canterbury, College of Education, New Zealand

Mr Ian Culpan
Director of Research

University of East London, United Kingdom

Mr Neville Punchard
Dean

Mr John Lock
Director of Policy

Mr Symeon Dagkas
Reader

University of Kiel, Germany

Mr Herbert Haag

West Nally Limited

Ms Barbara Barry de Longchamp
Director International Project

Mr Patrick Nally
Managing Director

Western University, Canada

Mr Richard McLaren
Professor

Willibald Gebhardt Institut e.V.

Mr Roland Naul
Director

World Federation of the Sporting Goods Industry

Mr Robbert de Kock
Secretary - General

World Pahuyuth Federation

Mr Hamdollah Ebadati
Secretary - General

Yonsei University, Republic of Korea

Mr Sang-Hoon Suh
Associate Professor
UNESCO Chairholder

Youth Sport Trust Loughborough University, United Kingdom

Ms Jo Colin
Head of Physical Literacy

UNESCO

Ms Irina Bokova
Director-General

Ms Katalin Bogyay
President of the General Conference

Office of the Director-General

Ms Paola Leoncini-Bartoli
Senior Executive Officer

Mr Dov Lynch
Senior Communication Officer

Representative of the Director-General

Ms Pilar Álvarez-Laso
Assistant Director-General
Social and Human Sciences Sector

Secretariat of the Conference

Mr Philippe Quéau
Director
Division of Ethics and Global Change
Social and Human Sciences Sector

Mr Jacques Rao
Director
Division of Relations with Member States and International Organizations
External Relations and Information Sector

Ms Tania Fernández Toledo
Chief of Section
Conferences and Cultural Events Management Section
Division of Conferences, Languages and Documents
Administration Sector

Mr Alexander Schischlik
Team Leader
Anti-Doping and Sport Team
Social and Human Sciences Sector

Ms Sue Williams
Chief of Section
Media Relations Section
Division of Public Information
External Relations and Information Sector

Mr Philipp Müller-Wirth
Programme Specialist
Anti-Doping and Sport Team
Social and Human Sciences Sector

Ms Nancy McLennan
Assistant Programme Specialist
Anti-Doping and Sport Team
Social and Human Sciences Sector

Ms Eve Boutilie
Interpreter
Interpretation Section
Division of Conferences, Languages and Documents
Administration Sector

Ms Ana Iglesias-Morel
Senior Secretary
Division of Ethics and Global Change

Drafting Group

UNESCO

Mr Philipp Müller-Wirth
(Chair)

Ms Nancy McLennan
(Assistant to the Rapporteur)

International Council of Sport Science and Physical Education (ICSSPE)

Ms Margaret Talbot
Jenny Wong (Secretariat)

Members (Member States):

BRAZIL

Mr Vilmar Coutinho Jr.
Deputy Head
Ministry of Sports
Physical Education and Inclusion

DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO

Mr N'Fan i Yind Mushid
Counselor
Youth Issues
Ministry of Youth, Sports, Culture and Arts

EGYPT

Ms Ayat Abdel Mooty
Deputy Minister
International Relations
Ministry of State for Sports

FRANCE

Mr Alexandre Marguerite
Head of Office
International Relations
Directorate of Sports
Ministry of Sports, Youth, Popular Education and Community Life

GERMANY

Mr *Sven Persch*
Deputy Head of MINEPS Project Group
Federal Ministry of the Interior

GREECE

Ms Kalliopi Nedelkou
Head
Department for Sport Promotion
Ministry of Education and Religious Affairs, Culture and Sport

UNITED ARAB EMIRATES

Ms Wajdan Mohammed Abdulla Dahkooni
National Olympic Committee

ZAMBIA (Rapporteur)

Mr David Mabumba
Deputy Minister
Ministry of Education, Science, Vocational Training and Early Education

UNESCO Interpreters

Arabic

Ms Amira Abdel Alim
Mr Moussa Al Houchi
Ms Lama Azab
Mr Aissam Ben Chaira

Chinese

Ms Xing Cai
Ms Jing Chen
Ms Feng Li
Mr Lu Liu
Ms Angela Yin-Goniak
Mr Lin Zhang

English

Mr Michel Bowe
Mr Mark Firrell
Mr Manuel Malherbe

French

Ms Pascale Baldauf
Ms Tasmine Fernando-Schost
Ms Valérie Servant

Portuguese

Ms Vera Futscher-Pereira
Ms Mariana Freire de Souza

Russian

Ms Tatiana Jauvert
Ms Tatiana Ollier
Ms Nelly Sideris

Spanish

Ms Gertrudis Dürkop-Larrauri
Ms Vivian Ariane Puhmann